

Généralistes sans troupes, les trotskystes néerlandais sous l'occupation, par Wim Bot

Sous l'occupation allemande des Pays-Bas, une petite minorité seulement a été impliquée dans des activités politiques illégales.

De Long (1) qui a essayé de donner une définition claire des deux concepts de résistance active et passive, compte comme activistes ceux qui étaient engagés dans une résistance clandestine dans une organisation distincte. Ainsi, ceux qui se cachaient et les familles qui les aidaient, étaient engagés dans une activité illégale, mais, selon De Long, ne pouvaient être inclus dans la résistance. Selon son estimation prudente et provisoire, il y eut jusqu'en septembre 1944 environ 25 000 activistes de la Résistance dans les Pays-Bas occupés, un chiffre qui monta ensuite à 45 000 environ.

Dans cette minorité de la population néerlandaise, les socialistes révolutionnaires n'étaient qu'une petite fraction. De juillet 1940 à avril 1942, ils étaient organisés dans ce qui était la continuation du RSAP (parti ouvrier socialiste révolutionnaire), le Front-MLL (Front Marx-Lénine-Luxemburg)(2). Au début de 1942, les dirigeants du Front-MIL furent arrêtés et, après un procès, fusillés le 13 avril. Le reste de l'organisation se scinda alors en deux groupes, le CRI (comité des marxistes révolutionnaires) et la Ligue communiste Spartacus. De Long évalue le nombre des personnes actives dans ces trois organisations à 400, bien que ce soit sans doute au plus bas et qu'ils étaient entre 500 et 600. Mais cela ne change rien au fait que les socialistes révolutionnaires étaient une minorité réduite à l'intérieur de la résistance.

Cette minorité d'une minorité se distinguait politiquement du reste de la résistance. Pour elle, la lutte contre fascisme et nazisme était la poursuite de ce qu'ils avaient déjà fait pendant les années trente. Dans la lutte contre le nazisme, ils refusaient de se ranger du côté des Alliés. Les socialistes révolutionnaires ne considéraient pas la Deuxième Guerre mondiale comme un conflit entre démocratie et dictature, mais comme une guerre impérialiste entre « *brigands affamés et brigands repus* ». Tant que le capitalisme existerait, il y aurait des guerres mondiales et seule la révolution socialiste internationale pourrait mettre un terme à la menace de guerre permanente. Les socialistes révolutionnaires espéraient et attendaient qu'à cause de la Deuxième Guerre mondiale une vague révolutionnaire balaie le monde comme cela avait été le cas, dans une certaine mesure, à la fin de la Première Guerre mondiale. Ils essayaient de susciter une résistance indépendante des ouvriers et, dans ce but, leur principale activité était de faire de la propagande dans des publications illégales. Les socialistes révolutionnaires des Pays-Bas ne se livrèrent à aucune activité violente ou armée sous l'occupation.

Ce travail est consacré au CRI. Aussi faut-il souligner avant tout que les remarques ci-dessus concernant la position minoritaire des socialistes révolutionnaires dans la résistance s'appliquent dans une bien plus large mesure au CRI qu'au Front ILL. Des partis politiques d'avant-guerre, seuls le R.S.A.P. et le CPN (parti communiste des Pays-Bas) passèrent dans la clandestinité où le RSAP entra le premier. Ses publications illégales parurent dès juillet 1940. En janvier 1941 parut le premier numéro du très important journal du Front MLL *Spartacus* ; c'était le premier journal illégal imprimé dans les Pays-bas occupés. *Spartacus* tirait à 5000 exemplaires. L'importance de ce fait apparaît clairement quand on considère que la presse illégale de cette époque ne tirait pas à plus de 57 000 exemplaires au total. Pendant la première phase de l'occupation, au moment où régnait une grande confusion, aucun courant dans les Pays-Bas occupés n'exposa aussi nettement la politique et les objectifs des nazis. Le

Front-MIL contribua aussi à la propagande et à l'agitation pour la grève de février 1941, une grève de solidarité contre l'antisémitisme.

Le CRI et la Ligue communiste Spartacus, l'autre organisation issue du Front-MLL, avaient beaucoup moins de signification. Spartacus fut incapable d'imprimer un vrai journal pendant le reste de la période d'occupation. Par ailleurs, à eux seuls, les autres grands journaux clandestins tiraient à environ 450 000 exemplaires en décembre 1943. Alors que De Long, dans son rapport, mentionne la presse illégale du Front-MLL, en ce qui concerne le CRI et la Ligue Spartacus, il se borne à ceci : « *Ce n'étaient que des sectes politiques dans lesquelles, plus réduite était l'influence et plus vivement brûlait la flamme de la conviction* ». Un des membres du CRI m'écrit : « *Ce que nous avons fait, c'était un coup d'épée dans l'eau* ».

L'objectif de cet article est de résumer le développement d'un petit groupe qui faisait reposer ses activités illégales sur un jugement socialiste révolutionnaire à propos de la guerre. Quelles étaient, sous l'occupation, les possibilités pour les groupes qui partaient d'une telle perspective ? Comment analysèrent-ils le cours de la guerre et l'occupation ? Quelles formes de résistance préconisèrent-ils ? Quels rapports avaient-ils avec les autres groupes de gauche ? Comment en venaient-ils à leur prédiction hautement optimiste de l'avenir ?

Il n'y a pas eu jusqu'à présent d'enquête séparée sur le CRI. Dans un article inédit sur le mouvement trotskyste aux Pays Bas entre 1938 et 1946, Pieter-Jan Mol a consacré un chapitre au CRI, presque entièrement basé cependant sur l'étude de sa publication *De Rode October* (Octobre rouge). En outre, Mol n'a pas disposé de nombreux numéros entre l'été 1942 et l'automne 1943, puisqu'ils manquent dans les collections. C'est par Herman Drenth, membre de la direction du CRI, que j'ai obtenu des photocopies de cette première période. En définitive, il ne m'a manqué que quatre numéros sur les quarante-quatre publiés sous l'occupation. J'ai également consulté le bulletin de discussion du CRI, *flet Kompas*, découvert un journal de discussion pour les jeunes du CRI et trouvé dans les collections et archives de Piet van't Hart et Georges Vereeken une quantité limitée de brochures, circulaires et documents du CRI.

Ne pouvant m'appuyer sur un travail antérieur, il m'était indispensable d'avoir des informations d'anciens du CRI pour me faire une idée du fonctionnement organisationnel du CRI. J'ai eu beaucoup de contacts, parmi eux les trois dirigeants encore vivants, pas toujours d'accord entre eux.

La naissance du CRI

« C'est un rude coup qui vient d'être infligé aux rangs de l'avant-garde prolétarienne. Rude certes, mais pas fatal. Car, à peine la sentence était-elle exécutée que l'opposition s'organisait à nouveau et maintenant, moins de deux mois après, nous paraissions avec notre première publication qui, tout imparfaite qu'elle soit, prouve que le fascisme aussi, comme tant de ses prédécesseurs, se trompe quand il pense qu'il peut, par le meurtre et la terreur de masse, briser la résistance qui l'entraîne à l'abîme... »

Il est vrai que, dans de nombreuses circonstances, nous menions, dans le parti, contre les camarades qui sont tombés, en particulier en ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'Union soviétique, une lutte dans laquelle nous continuerons à proclamer notre propre opinion, mais nous avons toujours eu ensemble la conviction que seule la classe ouvrière, par sa lutte commune, peut atteindre la victoire, la société socialiste. C'est pourquoi nous n'avons pas pris et ne prendrons pas une attitude anti-allemande, mais antifasciste. Ce n'est pas en combattants pour la libération nationale des Pays-Bas, mais en

combattant pour la libération internationale du prolétariat mondial par la révolution socialiste que nos camarades sont tombés. C'est dans cet esprit que notre nouveau journal De Rode October sera rédigé et la classe ouvrière remportera la victoire ».

Avec cet article, écrit par Wout Tieleman, les socialistes révolutionnaires qui venaient de former le CRI s'exprimaient pour la première fois après l'exécution de Henk Sneevliet et des autres dirigeants du Front-MIL le 13 avril 1942. En plus, était issue du Front-MIL la Ligue communiste Spartacus. Pour comprendre pourquoi deux organisations sont nées du Front-MLL, il faut accorder un peu d'attention aux divergences qui avaient surgi dans le Front-MLL. (3)

La première divergence portait sur la façon d'évaluer l'Union soviétique. Sneevliet pensait qu'il n'existait plus en Union soviétique de conquête essentielle de la révolution de 1917. Influencé par le pacte entre Staline et Hitler, il découvrait aussi une convergence entre le système totalitaire en Union soviétique et celui d'Allemagne et pour cette raison, niait la possibilité d'une invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne. Quand elle se produisit néanmoins le 22 juin 1941, Sneevliet mit simplement l'Union soviétique au même niveau politique que ses alliés capitalistes occidentaux. Une partie du Front-MLL protesta et réclama une défense révolutionnaire de l'Union soviétique, indépendamment de sa dégénérescence stalinienne, opérant la distinction entre cela et les buts de guerre de l'Angleterre et des Etats-Unis.

La querelle fractionnelle fut vive, surtout quand Sneevliet essaya d'interdire toute discussion là-dessus. Ce n'est qu'à partir d'un ultimatum, principalement de Willem Dolleman qui, avec Sneevliet et Ab Menist, constituait le triumvirat dirigeant du Front-MLL que Sneevliet céda. Dans une lettre intitulée « *Mon adieu* », (4) Dolleman annonça qu'il construirait une nouvelle organisation dans laquelle il y aurait la liberté démocratique de discussion. La restriction de cette liberté dans une organisation se disant antistalinienne était totalement inacceptable pour Dolleman. Après son intervention, il y eut un bulletin intérieur de discussion dans lequel furent développés les différents courants d'opinion. L'arrestation et l'exécution des dirigeants du Front-MLL mirent fin à la discussion sur l'Union soviétique.

Un second domaine en discussion était la politique syndicale. Avant la guerre, le RSAP était principalement centré sur le NAS (secrétariat national du Travail), petit syndicat révolutionnaire. Les opposants trotskystes à l'intérieur du RSAP pensaient que, par cette tactique, le parti s'était coupé de la masse des travailleurs organisés. Le NAS disparut au début de l'occupation : sur ordre des nazis, il dû se dissoudre et rejoindre le NVV, la centrale syndicale social-démocrate. Une partie de sa direction, pour poursuivre son existence avait immédiatement capitulé politiquement dès le début de l'occupation en invoquant l'autolimitation. Ils assuraient qu'il était inutile de s'opposer à la suppression des grèves et des réunions.

Ce développement plaçait les dirigeants du Front-MLL devant la disparition d'une partie importante de sa base socio-politique. Il fut décidé de s'orienter vers les ouvriers qui, avant l'occupation, soutenaient la social-démocratie et un aspect de cette orientation était de travailler dans le NVV, désormais « *gleich-geschaltet* » (normalisé) par les nazis. Le Front-MLL s'en tint à cette option jusqu'en août 1941 et combina son travail dans le NVV à des appels à constituer des comités illégaux sur les lieux de travail. En août 1941, le Front-MIL appela ses membres à quitter le NVV, mais une partie de l'organisation était déjà arrivée à la conclusion qu'aucun travail significatif n'était plus désormais possible à l'intérieur du NVV.

Stan Poppe, un membre de la direction du Front-MLL, développa des idées « *communistes conseillistes* ». Selon lui, le mouvement syndical de masse avait perdu son objectif clair et les révolutionnaires devaient donc s'axer uniquement sur les comités ouvriers et les conseils ouvriers.

Compte tenu de l'importance politique de ces deux divergences, il est tout à fait douteux que l'unité du Front-MLL aurait été préservée si la vague d'arrestation du début de 1942 n'avait pas mis fin à l'existence de l'organisation. En tout cas, ces conflits constituèrent le socle à partir duquel émergèrent du Front-MLL ces deux organisations. A l'époque, la question de l'Union soviétique jouait un rôle très important et cela transparaît dans la citation du premier numéro de *De Rode October*. Le second point passa au premier plan dans le développement politique ultérieur du CRI et de la Ligue communiste Spartacus, car le CRI devint une organisation spécifiquement trotskyste tandis que Spartacus devint une organisation communiste conseilliste.

La reconstitution des origines de la scission de l'été 1942 n'est pas simple. Piet van't Hart (5), membre de la direction du CRI et, après-guerre, historien du mouvement socialiste révolutionnaire, affirma dans la période d'après-guerre que la fondation du CRI fut une réaction à celle de Spartacus. Spartacus fut fondée sans que les partisans de la défense de l'Union soviétique dans le Front-MLL aient été appelés à la rejoindre. De plus, les fondateurs du CRI avaient peu de confiance dans le caractère clandestin de l'organisation de Spartacus. C'était là l'explication donnée par le CRI en août 1943. En février 1944, le dirigeant de Spartacus Stan Poppe avança une version entièrement différente : selon lui, les « officiels », adhérents à la IVe Internationale trotskyste, étaient « entrés » dans le Front-MLL et, après les exécutions, avaient tenté de s'emparer de l'organisation. Selon Poppe, cette tentative avait échoué parce que les membres se méfiaient. Qu'est-ce qui s'est produit en réalité ? On trouve une partie de la réponse à La Haye, quand Andries, un des fils de Willem Dolleman, dit : « *En faisant mes adieux à mon père, je lui murmurai dans l'oreille « Nous continuons ». Je l'ai fait (à ce moment, cinq semaines après les arrestations) sachant que « nous » en avions discuté. »* Bien sûr, ce n'était pas si simple de continuer. C'est ainsi que le jeune frère d'Andries, Willy, m'a écrit :

« Je ne pense pas avoir réagi tout de suite avec enthousiasme. Les arrestations et les exécutions m'ont fait naturellement une profonde impression, surtout le soir de l'arrestation de mon père. En lui disant adieu dans la prison sous la surveillance des SS, je ne doutais pas de la nécessité de continuer, mais pourtant... »

Willy Dolleman fait référence ici à une visite de son ami Wout Tieleman en mai ou juin 1942, lequel prit l'initiative et vint le voir. Willy avait été engagé dans la fabrication des publications clandestines du Front-ILL. Sa mère, Meta, essaya de les en empêcher, Wout Tieleman et lui, mais finalement les envoya à Dolf Langkemper qui, au temps de l'invasion allemande, avait été le secrétaire à l'organisation du RSAP. Langkemper n'avait pas été d'accord avec eux, ce qui n'a rien d'étonnant puisque déjà, avant-guerre, il s'était prononcé contre le travail clandestin et il ne rejoignit donc pas le Front-ILL. Tieleman et Willy Dolleman revinrent également bredouille de chez l'homme du Front-MLL à La Haye, Aaldert Ymkers. Les jeunesses de La Haye n'avaient aucun contact avec d'autres localités et ils avaient décidé de continuer par eux-mêmes sur la base de leur point de vue, à savoir la nécessité de la défense de l'Union soviétique. A la fin de mai, il y eut une rencontre entre Antoine Dolleman, Theo Jansen et Wout Tieleman et ils décidèrent de publier un nouveau journal. C'est ainsi qu'en juin 1942 parut le premier numéro de *De Rode October*.

A Rotterdam, à l'été 1942 (on n'a pas de date plus précise), la direction de la Ligue communiste Spartacus fut constituée. Poppe, avec un autre camarade, fut l'initiateur et il avait établi les contacts. Poppe était le seul membre de la direction du Front-MLL qui n'avait pas été arrêté. Il vivait à Rosendaal et Sneevliet avait été dans son appartement avant d'être arrêté à Bergen op Zoom (6). C'est pour cette raison que van't Hart pensait que Poppe ne devait pas jouer plus longtemps un rôle dirigeant dans une organisation illégale. Il en suivit des discussions déplaisantes et non conclues. Là-dessus il y eut un contact entre van't Hart qui n'avait pas été engagé dans la sortie du premier numéro de *De Rode October*, les jeunesses de La Haye et Hary Combrink. Ce dernier, après l'arrestation de la direction,

s'était rendu à Amsterdam et là, pour parler de la nécessité de construire une nouvelle organisation, il avait rencontré Sal Santen, trotskyste « officiel » qui, en 1941, avait été refusé par Sneevliet d'adhérer au Front-ILL.

Le 22 août 1942 eut lieu la fondation du CRI dans l'église de la Société Swedenborg à La laye: le père d'un membre de la jeunesse du Front-MLL à La laye, Frits Zeggelink, y était pasteur. Il y avait probablement à cette fondation Harry Combrink, Andries Dolleman, Antoine Dolleman, Piet van't Hart, Wout Tieleman et Frits Zeggelink. Qu'est-ce qui fut décidé à cette conférence de fondation ?

Dans une publication interne du CRI de l'automne 1942, il est mentionné une décision de rompre définitivement avec Spartacus et de fonder un groupe indépendant. Après la guerre, Piet van't Hart donna la même version ; pourtant, selon lui, il fut aussi décidé de lutter à l'avenir pour l'unité.

Tel est l'état de nos connaissances sur la naissance des deux groupes. La principale incertitude c'est la question de savoir si, lors de la fondation de Spartacus, il fut décidé de ne pas s'adresser aux partisans de la défense de l'URSS. Piet van't Hart était avec Poppe l'unique survivant du Front-ILL. Si van't Hart n'était pas contacté pour former une nouvelle direction, on pouvait rejeter sur Spartacus la responsabilité de la scission. Il est pourtant également possible que la fondation de Spartacus ait eu lieu en même temps que la discussion entre Poppe et van't Hart. En ce cas, il n'est guère possible d'indiquer qui fut à l'origine de la scission.

En tout cas la version de 1944 de Poppe sur ces événements n'est pas convaincante. Quelques membres du groupe de la IVe Internationale aux Pays-Bas, le GBL, étaient effectivement entrés dans le Front-MLL. Au début l'opposition à la politique de Sneevliet n'avait pas été leur fait. Les gens qui soutenaient le point de vue de Dolleman et Piet van't Hart sur l'Union soviétique dans le Front -MLL, sympathisaient avec Trotsky mais n'avaient pas quitté le RSAP. Les initiateurs du CRI n'avaient pas été membres du GBL.

Le CRI et Spartacus commencèrent, à l'été 1942, avec à peu près le même nombre de membres ayant milité dans le Front-ILL. Les deux groupes continuèrent à exister pendant le reste des années d'occupation. Aucun des deux cependant n'atteignit la dimension ni l'importance du vieux Front-ILL. En fait, alors que la résistance et l'activité clandestine croissaient avec la poursuite de l'occupation, il semble que, pour la fraction socialiste révolutionnaire de la résistance, le sommet de son influence ait été atteint pendant les deux premières années de l'occupation.

Développement organisationnel

On a indiqué plus haut que la fondation formelle du CRI fut l'affaire d'un très petit groupe de La Haye, Delft et Rotterdam. Le terme de « comité » a été aussi choisi consciemment : ils se considéraient comme un groupe qui avait encore à construire une organisation.

Il n'apparaît pas clairement si les contacts avec Herman Drenth qui, après la vague d'arrestations qui avait frappé le Front-MLL, avait quitté La laye et s'était réfugié à Groningue, existaient déjà à l'époque de la fondation ou s'ils furent rétamés juste après. Dès 1942 il y eut des contacts avec Flip Grave à Eindhoven. Vers la fin de 1942 ou au début de 1943, Sal Santen (7) également rejoignit le CRI, après quoi la construction du mouvement à Amsterdam pouvait commencer. Santen et Tieleman estiment que, vers la fin de l'occupation, le CRI avait environ 50 membres. Sur la base du matériel que j'ai réuni, j'estime qu'il comptait 75 membres, concentrés surtout dans les trois grandes villes :

Rotterdam (25)), Amsterdam (20) et La Haye (10). Il y avait d'autres groupes d'ouvriers dans les villes du Nord, de Delfzyl, Groningue et Leeuwarden (environ 10 au total) et à Eindhoven. Il y avait des gens isolés ou des diffuseurs de *De Rode October* à Arnhem, Dordrecht, Leiden, Lutjewinkel et Nieuwewinkel. A Aalsmeer, Deventer, Sliedrecht et Zutphen, le journal était diffusé par des militants d'autres villes (8).

Probablement le nombre de 75 membres est-il un peu excessif, et la démarcation entre membres et sympathisants n'était pas toujours tracée avec trop de précision. Six mois après la libération, le 1er décembre 1945, le CRI comptait 84 membres ; plus tard, ce chiffre monta à 150 le 25 janvier 1946.

En comparaison avec le Front-MLL, sa petite dimension ressort de ces chiffres. Le CRI parlait lui-même d'une « *vague de désertions* » dont il attribuait, en termes très durs, la responsabilité tant à la confusion à l'intérieur du RSAP et du Front-MLL qu'à la sous-estimation des dangers du travail clandestin. A mon avis, d'autres facteurs importants ont été la disparition du champ d'activité du NAS, ainsi que la mort de Sneevliet et des autres dirigeants qui avaient joué un rôle extrêmement important. Combiné à cela, il y avait en outre un autre élément qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Pour la clandestinité tout entière, 1942 a été une année difficile. Si grands que furent les revers, l'écrasante majorité des clandestins savaient qu'ils avaient les forces militaires alliées derrière eux. Un groupe comme le CRI fut rejeté sur ses ressources propres et l'armée qu'il espérait, celle des ouvriers révolutionnaires, ne se leva pas en Europe en 1942.

En outre, le CRI appliqua des critères très rigides à son propre recrutement, pour des raisons tant politiques que pratiques. On soulignait sans cesse la nécessité de construire un parti révolutionnaire homogène qui serait nécessaire pour les luttes ouvrières directes et massives qu'on attendait : aussi la formation des cadres était-elle la tâche la plus importante pour le CRI. Il est clair également que le choc des exécutions eut un effet sur tous ceux qui étaient conscients des difficultés et des dangers d'un travail politique plus ouvert.

Wout Tieleman, regardant rétrospectivement la première période de l'occupation, dit :

« Finalement nous étions (et tout groupe illégal était, au début) une bande d'amateurs qui osaient affronter une police professionnelle spécialement entraînée et un appareil à enquêter qui avait, en huit années et plus, accumulé en Allemagne une grande expérience. Nous n'avions d'expérience qu'en théorie et, pour l'acquérir dans la pratique, il fallait en payer le prix. Il fut, hélas, payé et plus élevé qu'il n'était nécessaire ».

La rigidité de l'organisation peut apparaître à travers les directives données dans l'organe interne *let Kompas*. Aucun matériel ne pouvait être donné à qui que ce soit sans la permission des organismes dirigeants, l'appartenance devait être gardée secrète et aucune question ne devait être posée à son sujet surtout en ce qui concernait des personnes extérieures à sa cellule ou à son unité. On ne pouvait tenir des soirées de discussion avec d'autres qu'avec la permission de la direction, permission qui était également nécessaire pour établir des contacts, même quand il s'agissait d'anciens camarades du parti. Il y avait des appels incessants à la prudence, avec des mises en garde particulières contre les organisations nationalistes. Van't Hart pensait que, pendant sa détention à Scheveningen, ces dernières avaient été trop curieuses. Il affirme dans une conversation qu'il aurait mis en garde contre le traître notoire Van der Waals. Les dirigeants du CRI avaient du cyanure de potassium, fourni par le fils aîné du révolutionnaire d'Amsterdam, Barend Luteraan (9). En cas d'arrestation, ils voulaient éviter une répétition du drame du Front-ILL.

Les Tâches

Il est clair que les directives n'étaient pas toujours suivies à la lettre, mais le CRI devint une organisation travaillant avec prudence. Autant qu'on sache, aucun membre du CRI ne fut arrêté pour ses activités dans l'organisation. Leen Reedijk, de La Haye, qui fut arrêté en octobre 1944 après avoir été compromis dans une affaire de faux papiers qui n'avait rien à voir avec le CRI, fut l'unique victime parmi ses membres dont j'aie pu avoir connaissance. Reedijk mourut lors du bombardement du train qui le transportait de Vught à Buchenwald.

La conséquence logique de la sévérité des exigences était qu'on demandait beaucoup aux membres. Dans *let Kompas*, l'un d'eux écrivait qu'on pouvait demander deux ou trois soirées par semaine. Un autre correspondant réagit : des militants qui ne font que diffuser des journaux, cela ne suffit pas, un révolutionnaire doit se donner entièrement, « *sept soirées par semaine s'il le faut* ». Les exemples fournis étaient ceux des révolutionnaires professionnels illégaux sous le tsarisme. Dans *De Rode October* de février 1943, la sélection rigide des membres était rédigée de façon positive : « *Les tempêtes de la Guerre impérialiste ont chassé la paille et il reste les purs grains dorés* ».

Dans les grandes villes, le CRI était organisé en groupes de cinq qui étaient en contact avec les directions nationale et locale par un dirigeant de cellule. C'était la règle que les publications du CRI étaient diffusées clandestinement : seulement à des contacts de confiance, on pouvait, après avoir consulté la cellule, les remettre de la main à la main. Le CRI n'avait pas de problème financier, l'un de ses dirigeants ayant trouvé le moyen de se procurer illégalement de l'argent grâce à son emploi.

La direction du CRI était composée de Harry Combrink, Herman Drenth, Piet van't Hart, Sal Santen et Wout Tieleman ; la direction constituait aussi le comité de rédaction de *De Rode October*. Il n'apparaît pas clairement que la direction fut élue à la conférence de fondation du 22 août ou constituée par cooptation. Il n'existe pas d'accord entre ses anciens membres quant à la fréquence ou la localisation des réunions de direction. La majorité des articles de *De Rode October* étaient écrits par van't Hart et Santen ; Tieleman était chargé de la fabrication du journal. Cor van't Hart assurait une grande partie du réseau de communications. Elle allait chez Drenth à Groningue et, en route, livrait les journaux à Arnhem, Deventer et Zutphen et rapportait des choses de La Haye avant de rentrer à Rotterdam.

Dangereux

Elle assurait aussi le contact avec Santen à Amsterdam. Pendant l'hiver de la famine (1944-1945), son rôle devint plus important encore. Cor van't Hart n'était pas membre de la direction, mais elle prenait « *la plus grande partie du travail dangereux* », pour utiliser les termes de Tieleman.

En comparaison avec le Front-MLL, la jeunesse et le relatif manque d'expérience des dirigeants du CRI étaient plus frappants. Piet van't Hart était le seul qui avait plus de trente ans. Tant par cette différence d'âge que du fait de sa participation comme volontaire à la Guerre civile espagnole et son appartenance passée à la direction du Front-MLL, van't Hart était celui qui possédait de loin la plus grande autorité politique à l'intérieur de la direction. Pour le reste, la jeunesse des dirigeants ne faisait que refléter la structure d'âge du groupe dans son ensemble. A La Haye, c'étaient les jeunes qui avaient continué après les exécutions et, à Amsterdam, la construction du travail du CRI était généralement l'œuvre de membres des organisations de jeunesse du RSAP avant-guerre. On souligna dans *De Rode October* que désormais la jeune génération avait repris le travail des anciennes.

Le premier numéro de *De Rode October* avait été tapé par Tieleman sur des copies au carbone dans un bureau de vente de plomb et de zinc où il travaillait à Zieken, La Haye. Cela illustre bien combien le CRI dut partir à zéro, sans même le commencement d'un appareil. Le deuxième numéro du journal

parut après la conférence de fondation du 22 août. Les premiers numéros étaient fabriqués de la même façon primitive. Une des copies au carbone allait à Rotterdam où elle était retapée. On ne sait pas jusqu'à quand se poursuivit ce mode de fabrication, mais en tout cas, les numéros furent ronéotypés à partir d'août 1943. Il était bien difficile en fait de considérer comme un duplicateur correct la première machine du CRI:

« Une boîte à miméographier serait une meilleure expression. C'était une espèce de boîte, à l'intérieur de laquelle il y avait une grille sur laquelle on pouvait fixer un stencil. En-dessous, il y avait un tas de papier et en faisant aller et venir un rouleau — comme certains rouleaux de peinture modernes —, on obtenait une impression. L'inconvénient était qu'il fallait prendre séparément chaque copie ».

Après la boîte à miméographier vinrent quelques autres gadgets, jusqu'à ce que le CRI se procure un miméographe à main Edison Dick avec lequel furent fabriqués la majorité des numéros de *De Rode October*. Grâce à ces améliorations, le tirage grandit, de quelques dizaines d'exemplaires à 2000 ou 2500 en 1943. A partir du n°13, le journal parut avec un titre rouge :

« Pour faire un titre, nous avons acheté une boîte de lettres avec d'énormes lettres de caoutchouc avec lesquelles nous avons composé les mots De Rode October. En plus, nous avons le tampon encreur le plus gros possible, avec de l'encre rouge, mais il était trop gros pour la boîte, ce qui fait que, pour chaque titre, il fallait imbiber deux fois le tampon ».

Le papier était fourni par vant lof, de La Haye, un membre de l'ARP (parti antirévolutionnaire, un parti chrétien protestant) (10) qui travaillait pour le journal clandestin *Trouw*. Avant guerre, il fournissait le RSAP et, pendant toute l'occupation, il fournit en papier le Front-MLL et le CRI.

Pendant l'occupation, il parut 44 numéros de *De Rode October*. Jusqu'en septembre 1944, c'était un mensuel, mais ensuite, quand la fin de l'occupation sembla proche, il parut tous les quinze jours. Pendant tout l'hiver de famine, et même pendant la période chaotique de la *razzia* (11), ils ont réussi à le sortir deux fois par mois. Du fait de la libération du Sud du pays, le contact avec les militants d'Eindhoven était coupé. Bien que, juste avant, un miméographe ait été apporté à Eindhoven, autant que je sache, il n'y eut pas là d'édition de *De Rode October* pour la zone libérée. La grève des chemins de fer rendait impossible le contact avec Herman Drenth à Groningue ; il n'y eut pas de publication séparée. A l'automne 1944, à Rotterdam, les camarades locaux miméographèrent *De Rode October* au moins trois fois. A Amsterdam également, on produisit du matériel de façon indépendante.

La responsabilité de la fabrication était entre les mains de Wout Tieleman qui, avec Antoine Dolleman, fabriqua la plus grande partie des numéros. On utilisa la miméographie d'août 1943 à novembre 1944 dans la mansarde d'Antoine Dolleman sur Herderinnestraat ; ensuite, la fabrication fut transférée dans la maison des parents de Tieleman, Oltmansstraat. Si besoin, le duo Tic-leman-Dolleman se faisait aider par d'autres. Rein van der Horst et Thea Bloemsma étaient régulièrement engagés dans la production du matériel et Lena Dolleman-Schenk, avec Antoine Dolleman, fabriqua un numéro de *De Rode October* pendant les grandes *razzias* de novembre 1944.

Tous ceux qui travaillaient dans la fabrication investissaient, souvent dans une température glaciale, une énorme quantité d'énergie dans la fabrication du journal, l'utilisation de l'encre, de stencils et de papier de qualité de guerre, et manquaient en outre de pièces pour l'entretien et la réparation de la machine. Il était donc tout à fait compréhensible que le comité de rédaction et Antoine Dolleman aient réagi avec indignation quand un des militants, dans une contribution interne, se plaignit de la parution des publications.

Evolution

On peut discerner une claire évolution dans le contenu de *De Rode October*. Les premiers numéros ne contenaient que quelques articles généraux sur le cours de la guerre et la stratégie et la tactique des socialistes révolutionnaires. Pendant la grève d'avril-mai 1943, on imprima quelques informations exactes et il y eut plus d'articles. Selon le CRI lui-même, *De Rode October* était devenu plus un véritable journal politique, « *un organe d'agitation* ». Cette conception ne me semble pas tout à fait correcte, car le gros du journal continua à être consacré à des articles d'analyse dans lesquels on exposait la ligne politique générale du groupe.

Le comité de rédaction lui-même soulignait régulièrement que, faute de contacts dans l'appareil d'Etat comme en avaient tant d'autres journaux illégaux, il ne disposait que d'une information insuffisante. On pressait les militants d'envoyer moins de polémiques et plus d'articles ayant valeur d'information, avec une introduction théorique. Le comité de rédaction lui-même dépendait beaucoup de la presse nazie et de la radio étrangère et un article contre la remise aux autorités nazies des récepteurs de radio privés les qualifiait de « *possession sans prix* ». Il est clair qu'on maîtrisait l'art d'interpréter ces sources, car les articles ont donné une sérieuse analyse de la situation tout au cours de la guerre.

Le contenu du journal était entièrement déterminé par le seul comité de rédaction : les articles qui n'étaient pas en totale harmonie avec la ligne n'étaient pas publiés. Les articles refusés, avec les arguments pour ne pas les imprimer, étaient publiés dans l'organe de discussion interne du CRI, *let Kompas*. Ce dernier parut de novembre 1942 à la fin de 1944, quand il fallut arrêter la publication pour des raisons de communications : au total, treize numéros parurent. Dans le Front-MLL, il n'avait paru un tel bulletin qu'après une discussion acharnée, mais la direction du CRI écrivait qu'un tel journal était toujours nécessaire pour une organisation révolutionnaire. Aussi, en dépit des conditions d'illégalité, le CRI produisit un journal où tous les membres pouvaient discuter la politique de l'organisation. Outre les articles refusés par *De Rode October* (quelqu'un dont on avait refusé un article écrivit qu'il était devenu le domaine privé du comité de rédaction), *let Kompas* publiait des articles sur certaines questions et le travail de l'organisation. Le comité de rédaction insistait pour qu'on envoie plus d'articles de discussion.

Aux environs du début de 1944 apparut à La Haye un groupe de discussion d'environ cinq jeunes proches du CRI. Au CRI lui-même appartenaient Leen Reedijk, le centre du groupe, Rein van der Horst, le contact avec la direction et Thea Bloemsma. Il publia quatre fois l'organe de discussion *De Pionier*. Il est remarquable qu'il fut beaucoup écrit dans ce journal sur des questions comme l'art et la sexualité, ce qui était inhabituel à l'époque dans le mouvement socialiste révolutionnaire. Peut-être peut-on en trouver l'explication dans le fait que les membres du CRI en question venaient de l'AJC, l'organisation d'avant guerre de la jeunesse de la social-démocratie qui était résolument tournée vers les questions culturelles. En outre, à la différence des membres du CRI, les gens de ce groupe ne venaient pas de la classe ouvrière. En fait, ces jeunes avaient besoin d'une discussion sur les questions qui avaient été séparées du courant principal de la vie culturelle ; par exemple, ils n'allaient pas au cinéma parce que c'était interdit aux Juifs.

Du fait de ses centres d'intérêt, le groupe était un animal étrange et les dirigeants du CRI eurent à son égard une attitude ambivalente. Ils réagirent deux fois assez rudement à des articles de discussion du groupe, le premier sur les normes d'appartenance à un parti révolutionnaire et le second sur la conception de Wilhelm Reich concernant la sexualité (12). Les réactions de la direction, probablement pour des raisons de sécurité, furent publiées dans *De Pionier* sous le pseudonyme de Rein van der Horst, Barbarossa. Aussi écrivit-il une lettre irritée à la direction dans laquelle, *inter alla*, il lui reprochait d'avoir mentionné « *le parti marxiste révolutionnaire* ». Selon lui, il n'aurait pas fallu mettre

cela en avant, parce que ces jeunes ne s'étaient réunis que pour construire un mouvement socialiste de jeunes.

Le 21 novembre 1944, deux jours après avoir écrit cette lettre, van der Horst fut arrêté dans une gigantesque rafle à La Haye. Leen Reedijk avait été arrêté un mois auparavant. Le groupe alla un peu plus loin à l'époque. En janvier 1945, le quatrième et dernier numéro de *De Pionier* parut sous l'autorité d'un nouveau rédacteur en chef qui utilisait le pseudonyme de H. Blommers. Il soulignait le manque de clarté du caractère du groupe. La clarté qu'il souhaitait vint avec la parution du journal *Revolutionnaire Jeugd* (Jeunesse révolutionnaire) dont trois numéros parurent entre février et avril 1945 avec une diffusion de 500 à 1000 exemplaires. Le journal avait deux pages et paraissait sous le contrôle de Pict van't Hart. Antoine Dolleman écrivit le premier numéro, van't Hart le deuxième. *Revolutionnaire Jeugd* différait de *De Flouer* en ce qu'il apparaissait comme l'organe jeune du CRI et que les aspects culturels de la lutte pour le socialisme disparaissaient.

Finalement, en avril 1944, le CRI publia une brochure avec six articles de Trotsky sur le stalinisme. Dans l'introduction, ils annonçaient leur intention de publier *Le Programme de transition* de Trotsky et quelques textes de lui sur la montée du nazisme en Allemagne : ces publications ne parurent pas pendant l'occupation.

Naturellement le CRI avait besoin de maisons « sûres », de faux tickets, de fausses cartes de rationnement et autres papiers pour sa propre organisation. Ils purent satisfaire en partie leurs propres besoins. Andries Dolleman coopérait avec Leen Molenaar, membre de la direction de Spartacus : sous le nom de Zwarte Kees, Molenaar était très actif dans le domaine de la sécurité et c'est par lui que le CRI obtenait des cartes de tickets. Thea Bloemsma et Rein van der Horst avaient régulièrement des fugitifs de leur propre cercle chez eux. Les dirigeants coopéraient avec quelques groupes de résistance spécialisés dans la fourniture aux clandestins de cartes et de tickets, de papiers d'identité et d'adresses « sûres ». Combrink, Cor van't Hart entre autres, étaient engagés dans ce travail.

Collaboration

Un des groupes avec lequel ils collaboraient était celui de Rinus Pelgrom, un communiste des conseils qui était aussi actif dans le groupe de résistance socialiste de gauche *De Vonk*. Son groupe faisait partie des Groupes-Francs d'Amsterdam, un cercle qui ne voulait pas rejoindre la LO (Organisation nationale pour l'aide aux fugitifs), parce qu'ils voulaient conserver leur autonomie d'organisation. La collaboration avec ce groupe devint si étroite qu'une partie, comprenant Pelgrom, rejoignit le CRI. Un autre contact important était Bertusten Dam, qui, avant-guerre, était membre du BRS (Ligue des socialistes révolutionnaires), une scission du RSAP. Ten Dam avait combattu en Espagne avec Piet van't Hart. Il travaillait dans le groupe de Daan Baruch et Eh i van Tijn ; Ab Oeldrich était le faussaire très doué de ce groupe, qui se consacrait à la falsification des cartes d'identité et l'obtention de cartes de rationnement. Ce groupe collaborait avec la PBC (centre des cartes d'identité) de Gerrit van der Veen. En outre, le CRI, par Sal Santen, avait le contact avec le psychanalyste Coen van Emde Boas. Herman Drenth, de Groningue, collaborait dans le domaine de la sécurité avec les gens d'autres groupes. Des groupes Pelgrom et Ten Dam, le CRI obtenait des cartes de tickets et de faux papiers. Pelgrom avait pris sous sa protection plusieurs membres du CRI. De son côté, le CRM, à La Haye, procurait parfois à Pelgrom des cartes de rationnement et des tickets et l'aidait à trouver des adresses sûres.

Les cartes de rationnement obtenues par le CRM étaient réservées aux gens qui en avaient réellement besoin. Outre les fugitifs, il y avait les emprisonnés et les membres qui travaillaient en Allemagne. Pour eux, Cor van't Hart préparait des colis de ravitaillement. Sur une suggestion de Piet van't Hart, il fut décidé, afin d'empêcher bureaucratisme et favoritisme, que les membres du CRM n'auraient pas le droit d'utiliser des tickets de rationnement supplémentaires, un exemple de la rigide morale

prolétarienne de van't Hart. Pendant l'hiver de la famine, cette règle fut délibérément violée : Thea Bloemsma reçut des tickets supplémentaires de Wout Tieleman afin de pouvoir continuer à fonctionner comme courrier.

Les contacts décrits ci-dessus étaient la responsabilité de la direction. Pour des raisons de sécurité, on désapprouvait les contacts locaux. Mais la réalité était plus complexe. Rein van der Horst travaillait au Bureau de l'Enregistrement à La Haye et était engagé dans le sabotage de l'administration allemande. En automne 1944, Thea Bloemsma se trouva engagée par hasard dans le sauvetage d'enfants juifs. Frits Zeggelink parfois « *fit un petit détour* ». De telles activités étaient inconnues de l'organisation.

On peut discerner trois phases dans son développement. La première va du début, à l'été 1942, aux grèves d'avril-mai 1943, pendant lesquelles fut développée une structure nationale. La deuxième alla de mai 1943 à septembre 1944, pendant laquelle *De Rode October* commença à paraître miméographié et où son caractère se définit mieux. A cette époque aussi *let Kompas* parut plus régulièrement. De Long caractérise cette période pour l'« *illégalité* » en général, comme le plus pur déroulement de la résistance.

La troisième phase, de septembre 1944 à la libération, est la plus difficile à évaluer. Le partage des Pays-Bas entre la partie contrôlée par les Alliés et la partie encore occupée par les nazis, le non fonctionnement des trains du fait de la grève des chemins de fer, le démantèlement de l'industrie, les *razzias* de population mâle et la famine de l'hiver tendaient à désintégrer la société. Dans ces circonstances, il n'était pas si simple, pour « *l'illégalité* », de continuer à oeuvrer et certainement pas pour un petit groupe comme le CRM.

Après la guerre, Piet van't Hart écrivit qu'à cette époque un petit groupe de militants du CRI accomplit une tâche inhumaine. Dans cette phase, Wout Tieleman et Antoine Dolleman réussirent à fabriquer *Rode October* deux fois par mois dans la mansarde qui n'était pas à l'épreuve du bruit de la maison des parents de Tieleman. Selon les paroles de Wout Tieleman :

« Dès que j'avais tapé tous les stencils, je commençais avec le timbre et le coussin d'encre à imprimer les titres sur la première page. Quel travail ! Pendant ce temps, Antoine maniait le rouleau. Quand j'avais fini, je commençais à réunir les feuilles et en faisais de petits tas. Antoine faisait le travail le plus fatigant, le passage du rouleau. Je ne le remplaçais pas souvent parce qu'il avait la machine tellement en mains qu'il était capable de sentir quand il y avait deux feuilles à la fois. Laisser sécher l'encre était un problème à part, car, dans la mansarde, l'encre restait trop visqueuse et Antoine devait souvent réchauffer les tubes à la chaleur de son corps nu pour pouvoir travailler ».

Après le début des grandes *razzias* à l'automne 1944, il était presque impossible pour un homme de descendre dans la rue : la direction du CRI appela ses plus vieux militants et les femmes à prendre le travail. Thea Bloemsma commença à assurer la fourniture de papier et d'encre à La Haye. Elle dit :

« Pour moi, c'était un jour de travail en soi, je mettais le papier dans ma poussette et mon bébé par-dessus, ce qui était un lourd chargement dans la neige. Cela fonctionnait très bien et on passait ainsi les postes de contrôle les plus serrés. Un jour, j'avais des lettres très importantes à faire parvenir à Wout Tieleman. Je les enroulai dans une couche sale et, avec bébé et poussette, je me mis en route. Au poste de contrôle, ils m'ont demandé : « Was ist das ? » (Qu'est-ce que c'est ?) et j'ai répondu « Das is Stront » (C'est de la merde). Je savais instinctivement que si on disait ça à un homme, on passerait le poste de contrôle ».

Dans des vêtements usagés, sur une bicyclette avec, comme pneus, des morceaux de tuyaux d'arrosage, Cor van't Hart, dans un froid glacial, allait à La Haye, Amsterdam et la Hollande du Nord. «

J'avais peu de temps pour lire le journal, je revenais à la maison pour peu de temps et je repartais sur ma bicyclette ». Harry Combrink jouait aussi un rôle dans le maintien des communications et, sans tenir compte des razzias, faisait des « *promenades* » entre Amsterdam, La Haye et Rotterdam.

Lignes principales de la position politique

Comme le Front MLL, le CRI considérait la Deuxième Guerre mondiale non comme une lutte entre démocratie et fascisme, mais avant tout comme un conflit entre divers pays capitalistes pour le contrôle du marché mondial. Les Alliés occidentaux essaieraient d'étouffer toute activité indépendante importante des travailleurs. La victoire des Alliés ne pouvait briser l'impasse du capitalisme mondial et de nouvelles crises économiques et une nouvelle guerre mondiale étaient inévitables. Que l'Union soviétique ait choisi aussi l'aspect politique de ses alliés militaires occidentaux était pour le CRI une preuve supplémentaire de la politique réactionnaire nationaliste de la bureaucratie stalinienne gouvernante. Selon le CRI, l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré qu'il fallait défendre contre l'agression de l'Allemagne capitaliste. Il considérait que les développements révolutionnaires en Europe se répandraient en Union soviétique, tandis que la défaite de l'URSS signifierait que la réaction, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, saisirait cette occasion de détruire à jamais les conquêtes de la Révolution russe. Pour cette raison, le CRI pensait que sa position en faveur de la défense de l'URSS était directement opposée à la politique de Staline.

Dans le premier numéro de *De Rode October*, on reconnaissait que la situation n'était pas encourageante. Du fait de la profondeur de la crise du mouvement ouvrier, « *contre toute attente* », il n'y avait pas eu de résistance révolutionnaire à la guerre. En décembre 1942, on assurait que le chaînon le plus faible du système résidait dans les satellites allemands, en Italie et dans les Balkans. Une percée révolutionnaire pouvait commencer là, mais elle serait saignée à mort si la classe ouvrière allemande n'entrait pas en lutte. La résistance nationale en Europe était jugée de façon négative : des sentiments « *pro-anglais* » ne pouvaient engendrer une résistance révolutionnaire. Selon *De Rode October*, un tel développement n'était possible que s'il y avait des soulèvements révolutionnaires dans d'autres pays.

En février 1943, il y avait une réaction négative à la possibilité d'une invasion de l'Europe occidentale : semblable « *second front* » ne pouvait être établi que si l'Allemagne avait été considérablement affaiblie, ce qui signifiait que ce serait le moment le plus probable de quelque développement révolutionnaire. Ils se cramponnèrent, jusqu'à l'invasion de juin 1944, à cette perspective qu'il y avait une course à qui serait le premier, la révolution allemande ou l'invasion. L'issue pouvait être soit une vague révolutionnaire générale — soit la victoire de la contre-révolution.

L'invasion alliée de l'Italie en juillet 1943 confirma le CRI dans son opinion. Si l'avance alliée réussissait et si l'Allemagne était occupée, les possibilités révolutionnaires s'évanouiraient pour nombre d'années. Dans la mise à l'écart de Mussolini par les cercles dirigeants d'Italie, le CRI voyait une tentative de tenir en échec la révolution. Ils accordaient beaucoup d'attention au développement de la résistance ouvrière en Italie et au rôle contre-révolutionnaire de l'administration militaire alliée et du parti communiste italien. Ils saluèrent chaleureusement les importants mouvements grévistes en Angleterre et aux Etats-Unis et dénoncèrent les mesures anti-démocratiques et anti-grèves des gouvernements de ces pays.

Une déclaration politique d'août 1943 donne l'idée la plus complète que se faisait le CRI de la Deuxième Guerre mondiale. La direction attachait beaucoup d'importance à ce texte qui fut soumis aux adhérents : elle écrivait que, dans une situation de légalité, on aurait dû tenir une conférence. Après consultation, le texte final fut publié dans le numéro 14 de *De Rode October*. La Déclaration politique

est probablement le texte le plus fondamental du mouvement socialiste révolutionnaire dans les Pays-Bas sous l'occupation. *Inter alla*, elle donnait un résumé de l'évolution de la résistance en Italie, en Grèce, dans les Balkans, les pays occidentaux occupés et les pays alliés occidentaux. Pour le CRI, une renaissance du mouvement ouvrier allemand était au premier plan :

« Les mots d'ordre justes pour le renforcement de la résistance aux Pays-Bas contre l'impérialisme allemand contribueront à cet objectif. Un sain esprit de résistance vit dans le prolétariat hollandais. Les événements à venir décideront si c'est la révolution allemande ou la contre-révolution alliée qui utilisera cet esprit ».

Il apparaît d'après cette citation que, sous l'influence des événements, leur appréciation de la résistance dans les pays européens occupés avait subi certains changements : elle était jugée moins négativement maintenant en comparaison des premiers mois qui avaient suivi la fondation du CRI.

Après l'invasion de juin 1944, le CRI corrigea sa perspective de façon plus pessimiste :

« Dans la sixième année de la guerre, aucune vague de résistance révolutionnaire ne roule en Europe, mais les prolétaires et paysans mécontents s'allient avec leur bourgeoisie dans le soulèvement, la lutte de partisans, la guerre contre l'impérialisme allemand et mettent tous leurs espoirs dans la victoire de l'impérialisme allié ».

Pour le CRI, l'invasion signifiait que la révolution allemande prendrait longtemps à mûrir et que l'initiative révolutionnaire passerait à l'Italie et aux territoires européens occupés.

En décembre 1944, il semblait qu'on était arrivé à un tournant par le développement et la croissance de la résistance ouvrière dans la France libérée et en Belgique et par l'explosion de la guerre civile en Grèce. Le jugement sur la résistance nationale dans nombre de pays d'Europe connut un nouveau changement plus nuancé :

« Particulièrement en France, Belgique et dans les Balkans, le mouvement de résistance a pris un caractère radical à cause de ses partisans en majorité prolétariens et de l'activité collaborationniste d'une grande partie des classes possédantes [...]. La lutte des prolétaires qui soutiennent le mouvement de résistance a pris un caractère aussi aigu parce qu'elle est couplée avec certaines illusions quant à la libération sociale et nationale supposée être inhérente à la victoire des puissances « démocratiques » et de l'Union soviétique ».

En février 1945, on put observer une seconde vague de résistance à travers laquelle l'Europe devenait *« un volcan révolutionnaire »*. Le CRI continuait, cramponné à cette perspective : même dans le tout dernier numéro de *De Rode October* paru sous l'occupation, on s'attendait à un nouveau développement de la résistance en Allemagne. Cet espoir d'une renaissance des sentiments révolutionnaires des travailleurs allemands ne signifiait pas que le CRI ne gardait pas l'œil sur les énormes problèmes qui se posaient à lui. En février 1943, il soulignait en ces termes la grande importance de la défaite du mouvement ouvrier allemand en 1933 quand Hitler vint au pouvoir sans coup férir, et les années qui suivirent, de terreur et de destruction du mouvement ouvrier.

« Ainsi, jeunes camarades, si le prolétariat allemand, malgré cette guerre énorme et sanglante, ne s'est pas encore soulevé et s'il prend tant de temps avant de s'engager dans l'opposition, ce n'est pas que le prolétariat allemand ait changé ou qu'il préfère jouer au soldat, mais à cause de cette terrible défaite — et rien d'autre »

Encore et encore, le CRI soulignait ce point. En plus, la politique des Alliés était mentionnée comme un facteur d'inhibition sur la conscience révolutionnaire allemande. Le CRI se tournait avec véhémence

contre toute théorie de responsabilité collective du peuple allemand pour le nazisme et contre l'accord de Yalta qui ramena les ouvriers allemands une fois de plus dans les mains de Hitler. Dans les publications du CRI, il y a toujours une distinction nette entre les Allemands fascistes et antifascistes, et on n'utilise pas de terme comme « *Boche* » : « *Ce n'est pas dans la Londres de Churchill et de Gerbrandy (13) mais dans les prisons et camps de concentration d'Allemagne que sont nos alliés* ». Il n'est pas exagéré de dire que le CRI essayait de graver cela dans la tête de ses lecteurs - contre le courant.

Par-dessus tout, l'Union soviétique se voyait reprocher sa politique nationaliste et son soutien du partage de l'Europe en sphères d'influence, agissant ainsi en opposition à une renaissance du mouvement ouvrier allemand. Aux yeux du CRI, la dissolution du Comintern en mai 1943 fut un symbole de cette politique : ils consacrèrent un long article et un manifeste spécial à la dissolution qui comblait les vœux des Alliés occidentaux. Néanmoins ils considéraient que les possibilités révolutionnaires seraient améliorées si l'Armée rouge libérait l'Allemagne des nazis ; les succès militaires de l'Armée rouge étaient une « *rubrique glorieuse* ». A cet égard, le CRI pensait que les soldats de l'Armée rouge ne se tourneraient pas contre les forces révolutionnaires. Pour la même raison, Hitler préférerait une avance des Alliés occidentaux.

Conviction

Ainsi, malgré la reconnaissance des facteurs qui handicapaient leur cause, ils continuaient à croire en la venue de la révolution allemande. Ils ne pouvaient cependant pas donner beaucoup d'exemples concrets de leurs espérances. Ils soulignaient régulièrement l'existence d'une lassitude de la guerre générale dans la population allemande et croyaient ainsi que, du fait de la situation militaire désespérée, les soldats se démoraliseraient. Le coup d'Etat avorté contre Hitler du 20 juillet 1944 fut interprété en ce sens : « *Les coups à l'intérieur des classes possédantes sont les préludes classiques des révolutions* ».

Bien des gens vont penser que la place centrale du mouvement ouvrier allemand dans la pensée politique du CRI était utopique. Dans le CRI, un lecteur formula une critique dans *let Kompas* à la fin de 1942 et au début de 1943, à l'époque de la bataille de Stalingrad. Il soulignait qu'il y avait une combinaison de discipline de fer, d'obéissance servile et d'une technologie hautement développée en Allemagne. Que la révolution puisse venir d'abord en Allemagne lui semblait « *hautement improbable* ».

« *Aussi dur que ce soit, c'est le devoir de tout révolutionnaire de dire ce qui est : la classe dirigeante allemande a trouvé une très grande partie du peuple allemand prête à jouer au soldat, au policier ou au bourreau* ».

Selon l'auteur (sans doute Theo Jansen), les masses allemandes devaient être libérées et c'était la tâche de la révolution européenne de purifier l'Allemagne. Ainsi était esquissée une perspective révolutionnaire différente de celle de la direction du CRI:

« *Hitler ne peut pas résister à la fois aux révolutions dans les territoires occupés et aux « Alliés », qui se sont alliés à la résistance héroïque des ouvriers et paysans russes, d'autant plus que de tels soulèvements renforceront la résistance russe et que, à partir de la guerre révolutionnaire de l'Union soviétique se développerait une guerre révolutionnaire européenne contre la citadelle de la contre-révolution Hitler-Allemagne* ».

La direction réagit avec beaucoup d'irritation à cet article qui, selon elle, allait dans le sens de la politique tant décriée de la social-démocratie et des partis communistes. Un renforcement du

nationalisme en Europe mènerait les ouvriers allemands un peu plus encore vers Hitler. Selon la direction, ce qui était décisif, ce n'était pas où la révolution commencerait, mais le fait que, sans le soutien de la classe ouvrière allemande, aucune percée révolutionnaire n'était possible. Selon les dirigeants, les révolutionnaires devaient énergiquement résister à la partition de l'Allemagne et « *un second Versailles* », c'est-à-dire une paix aux dépens de l'Allemagne. L'auteur de l'article réagissait avec un nouveau texte sous le titre « *Des Politiciens souffrant d'artériosclérose* ». Le danger d'un nouveau traité de Versailles était posé et on réclamait une politique de défense de l'Union soviétique plus active. La direction répliqua à cette deuxième contribution avec encore plus de véhémence, l'auteur fut accusé de « *brutalité, distorsions et insinuations* ». On répéta que ses conceptions étaient diamétralement opposées à celles du RSAP et du Front-ILL.

Dans les numéros suivants de *let Kompas* apparurent de nouvelles contributions de lecteurs qui pensaient que *De Rode October* était trop optimiste sur les développements en Italie et surtout en Allemagne. Le comité de rédaction cependant pensait que cela témoignait d'« *un pessimisme superficiel et d'impatience* ». Finalement Frits Zeggelink m'écrivit qu'après 1933, il ne croyait plus à une révolution allemande. Dans tout cela, il ne faut pas oublier combien avait été grand avant 1933 le prestige du mouvement ouvrier allemand. Selon les termes de Rein van der Horst : « *Nous connaissons cette histoire, il n'est pas étrange que nous ayons eu des espoirs* ». Sal Santen appelait la confiance dans le mouvement ouvrier allemand une « *conviction profondément enracinée* ».

La conception du CRI sur la situation aux Pays-Bas faisait partie de son analyse politique générale de la Deuxième Guerre mondiale comme guerre impérialiste. De petites nations comme les Pays-Bas n'étaient que des jouets dans les mains des puissances impérialistes. Depuis que les Pays-Bas étaient traités par les nazis comme une « *colonie* », la question de l'oppression « *nationale* » était posée. La bourgeoisie néerlandaise avait choisi dans la guerre le camp de l'Angleterre et des Etats-Unis. Ils ne voulaient cependant que créer une nouvelle « *liberté* » d'exploiter la classe ouvrière néerlandaise et les peuples coloniaux. Comme la classe dirigeante néerlandaise était aussi la victime de l'occupation et soutenait la lutte contre l'occupation, la lutte contre leur propre bourgeoisie devait être menée comme une lutte idéologique. En d'autres termes, les véritables buts de guerre de la classe gouvernante devaient être clarifiés.

Selon le CRI, l'oppression nationale avait pour effet de radicaliser les ouvriers :

« *Il serait ridicule de se fermer les yeux devant le rôle énorme joué en ce moment par l'oppression nationale dans la vie politique des ouvriers néerlandais. Ce problème occupe tout ouvrier aujourd'hui et, de ce fait, les gens commencent maintenant à prendre maintenant un intérêt dans les problèmes politiques alors qu'auparavant ils ne pensaient rien* ».

Il fut affirmé à plusieurs reprises qu'ils appréciaient le courage des organisations nationalistes. Toute collaboration politique avec une organisation qui voulait la victoire alliée était cependant fermement répudiée par le CRI:

« *La tâche du prolétariat dans un pays opprimé est de lutter à la fois contre toute sorte d'oppression sociale et nationale et pour le droit d'auto-détermination nationale en coopération avec le prolétariat du pays oppresseur (..) La véritable force libératrice dans la lutte contre l'oppression nationale et pour le droit à l'auto-détermination des nations, ne peut être que le prolétariat révolutionnaire* ».

Naturellement, le CRI avait conscience que cette tâche était extrêmement difficile du fait de la misère de l'occupation :

« Les larges masses veulent d'abord se débarrasser de l'oppression nazie. Parce que leur haine est si grande, tout jugement critique sur les Alliés se transforme en peur que l'ennemi en tire profit, aussi leur sentiment national joue-t-il ici un grand rôle. L'oppression par un maître étranger est ressentie plus durement que l'exploitation par sa propre bourgeoisie ».

Autour du Mardi fou (14), du 5 septembre 1944, où une libération rapide de tout le pays sembla proche, ils devaient conclure qu'ils étaient *« impuissants au milieu d'une mer d'Orange »* (15). Selon le CRI, une réelle percée aux Pays-Bas ne pouvait sortir que de développements révolutionnaires dans d'autres pays d'Europe. Dans la situation néerlandaise, deux questions étaient à cet égard centrales.

En premier lieu, la reconstruction économique de l'Europe ravagée n'était possible qu'au détriment de la classe ouvrière : bas salaires et longues journées de travail seraient inévitables. Du fait de leur dépendance à l'égard des prêts de l'Angleterre et des E.U., nourriture et équipement ménager feraient défaut. On s'attendait à ce que, pour cette raison, l'Etat joue un plus grand rôle et prenne un caractère plus centralisé et plus autoritaire. Compte tenu de l'importance du problème économique après l'occupation, toute promesse d'une société plus juste n'avait aucune valeur aux yeux du CRI. Les plans en discussion à l'époque d'annexions de morceaux de l'Allemagne après l'occupation furent interprétés par le CRI comme un moyen de reconstruire le capitalisme et rejetés. Les grèves dans la partie libérée des Pays-Bas, à Eindhoven et dans les mines du Limbourg, dans le *« profond Sud catholique »* donnèrent une grande confiance au CRI. Il les vit aussi comme une partie de la vague prolétarienne de résistance qu'il observait en Europe.

Le deuxième point concernait l'avenir de l'Indonésie. Quoique des organisations de gauche comme le CPN et *De Vonk* fussent en train d'utiliser la promesse de la reine Wilhelmine d'une plus grande indépendance pour l'Indonésie, dans le cadre d'une sorte de statut de dominion, comme point de départ de leur politique, le CRI voyait dans cette promesse la simple annonce d'une *« nouvelle expédition de pillage »* et d'une guerre coloniale qui serait la conséquence inévitable de la libération des Pays-Bas. Le CRI s'en tint au vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier révolutionnaire *« Libérez l'Indonésie de la Hollande ! Maintenant ! »*

Après l'invasion, ce problème fut discuté dans presque chaque numéro de *De Rode October*. On accordait de l'attention à l'argument selon lequel le combat des troupes hollandaises en Indonésie visait à la libération de l'Indonésie du fascisme japonais ou à empêcher sa domination par l'influence des Etats-Unis :

« Tout d'un coup, tout le monde est ému aux larmes par l'oppression japonaise en Indonésie, ce pays, qui, à travers les siècles, a été pressé comme un citron, où tout libre développement national et culturel a été empêché par la domination hollandaise et où les braves qui ont réclamé le droit d'auto-détermination nationale ont péri dans les fièvres des marais du camp de Digoel ».

Le CRI s'attendait à ce que la jeunesse ouvrière ne soit pas enthousiaste pour une guerre coloniale et voyait là une grande possibilité de recrutement massif pour lui. Autant qu'on le sache, sa position sur l'Indonésie n'entraîna aucun contact avec les Indonésiens qui vivaient aux Pays-Bas pendant l'occupation.

Du fait de l'énorme importance de ces deux questions, le CRI ne croyait pas à un retour automatique, pacifique, à la démocratie parlementaire. Il pensait même que l'ère de la démocratie parlementaire était passée pour de bon, parce que le capitalisme se trouvait dans une période de déclin structurel. Après la libération, le CRI n'attendait pas liberté d'organisation et de presse pour les organisations révolutionnaires. Et au temps du Mardi fou, la direction appela donc à garder une clandestinité totale.

Le CRI était contre l'introduction de l'état de siège et contre tout report des élections d'après-guerre. Les arguments pratiques apportés à cet égard par le ministre-président Gerbrandy, ne tenaient pas la route, selon le CRI : on demandait le report pour pouvoir commencer la reconstruction et préparer la guerre en Indonésie. A cause des « *changements énormes* » dans les masses, des élections immédiates permettraient de déjouer la classe dirigeante. Bien que le CRI ne fût pas un champion de la démocratie parlementaire, il accordait beaucoup d'importance à cette question. De tout temps, il réclama des élections générales immédiates, et la liberté d'organisation et de presse (16).

La démission du gouvernement des ministres social-démocrates en février 1945 et la formation d'un nouveau gouvernement confrontèrent le CRI dans son idée : du fait des plans politiques de la bourgeoisie, il n'y avait plus de place pour la social-démocratie dans le gouvernement. Selon le CRI, la composition du nouveau gouvernement prouvait qu'il y avait un mouvement conscient vers la réaction, et le « *coup de marteau* » fut la nomination au ministère de la Guerre de De Quay — qui avait été le dirigeant de la très controversée Union néerlandaise au début de l'occupation. Dans *De Rode October* du début janvier 1945, on considérait la possibilité d'un gouvernement de la social-démocratie et du CPN : le CRI espérait qu'un tel gouvernement détruirait la confiance des ouvriers dans ces partis.

De ce qui vient d'être dit, il apparaîtra clairement que toute idée de « *libération* » n'avait pour le CRI qu'un sens limité : dans le dernier numéro de *De Rode October* qui parut sous l'occupation, on écrivait, bien que tout le monde fût soulagé par la fin de la terreur nazie, qu'il ne fallait pourtant pas détourner son attention des problèmes mentionnés ci-dessus.

Résistance, théorie et pratique

Nombre de conséquences claires du domaine de la stratégie et de la tactique découlent de la position de principe internationaliste défendue par le CRI. L'une des plus importantes était qu'ils ne considéraient pas les soldats allemands aux Pays-Bas comme des ennemis mais comme des frères de classe avec lesquels il fallait encourager la fraternisation. Le CRI ne réussit pas à établir des contacts organisés mais il s'adressa directement de façon propagandiste aux « *travailleurs allemands sous l'uniforme* ». A La Haye, des bandes de papier gommées sur lesquelles on avait tamponné des mots d'ordre furent collées sur les murs des casernes. A Rotterdam, des tracts spéciaux en allemand furent faits et, entre autres, placés sur les escaliers du pont Maas par Piet et Corvan't Hart qui, pour le faire, adoptaient la vieille tactique du « *couple d'amoureux* ». Plus tard, Rein van der Horst appela ces activités « *tirs dans le noir* ». Il n'y a dans *De Rode October* aucun article sur une résistance expressément antifasciste dans l'armée allemande ; tout ce qu'on peut trouver, c'est une tentative d'établir une augmentation du nombre de désertions à la fin de l'occupation et la remarque de l'attitude souvent peu agressive des soldats pendant les *razzias* de 1944. « *Il est même arrivé qu'ils renvoyaient des dénonciateurs* ». Dans le cours d'un développement de cette position sur les soldats allemands, il y eut la dénonciation véhémement de la pratique qui consista à tondre les « *filles à Boches* » à la libération, et que le CRI appela « *pogrom nationaliste* ». Pour lui, l'unique critère était la conviction fasciste ou antifasciste. Il soulignait qu'il y avait deux poids, deux mesures, puisqu'on n'avait pas touché un cheveu des hommes qui avaient eu des amies en Allemagne. « *Cette sorte de chose ne peut se produire que dans la tête d'un petit-bourgeois hypocrite qui est pieux en public et pêche en secret* ».

Intégral

Le CRI dirigea aussi ses attaques contre les bombardements alliés massifs de destruction. Le bombardement de La Haye, en mars 1944, qui fit plus de 500 morts, ne pouvait selon lui se justifier d'un point de vue militaire : il publia un pamphlet là-dessus à La Haye. Le bombardement de Dresde fut décrit comme « *une horrible partie de meurtre* ». « *On fait silence dans le camp des Orange sur Dresde... Dresde, ce tas brûlant de ruines, fut la ville de la partie la plus antifasciste d'Allemagne, la Saxe* ». La majorité de la Résistance soutenait les bombardements alliés et, au mieux, critiquait des opérations où les conséquences pour la population civile l'emportaient sur les aspects positifs du point de vue militaire. Pour le CRI, ces bombardements étaient partie intégrante de la guerre impérialiste. Le CRI, à de nombreuses reprises, s'éleva aussi contre l'assassinat politique de personnes importantes. Il considérait comme négatives ces formes de terreur individuelle ; on remplaçait simplement les victimes et les représailles de l'occupant faisant nombre de victimes. Le CRI pensait que la terreur individuelle ne menait pas à la résistance de masse. Ce n'était pas la même chose que de tuer les traîtres et les agents de l'appareil de répression allemand, ce qui, pour le CRI, était une simple question d'« *auto-protection* » (17).

Le CRI ne préconisait pas non plus le sabotage économique. Il pensait que cette méthode équivalait aux attaques terroristes ; on admettait cependant que le sabotage économique, sous la forme du ralentissement du travail était « *d'une certaine manière une action de masse* ». Il était opposé au sabotage militaire du ravitaillement, parce qu'il faisait partie de l'effort de guerre des Alliés et qu'il atteignait avant tout les populations des territoires occupés. Comme dans le cas des assassinats, le CRI ne faisait qu'une exception, avec le sabotage comme action défensive dans le contexte de la défense de l'Union soviétique.

« *Puisque 90 % de l'armée allemande a été lancée contre l'armée soviétique, les travailleurs ont le devoir d'affaiblir délibérément la production de guerre allemande, par ce qu'on appelle « le sabotage économique » dans les usines d'armes et de munitions et dans les transports vers le front russe* ».

Ce point de vue avait été développé dans le contexte de la guerre où la résistance nationaliste appelait au sabotage économique. On peut se demander dans quelle mesure la conception du CRI avait été bien réfléchi. Deux articles de *De Rode October*, l'un traitant des ouvriers étrangers en Allemagne et l'autre des travailleurs néerlandais travaillant pour les Allemands à Rozenburg, proposèrent la résistance passive sous la forme du ralentissement du travail. L'un et l'autre cas répondaient au critère de la production de guerre formulé par le CRI, mais les articles ne mentionnaient pas l'argument de la défense de l'URSS. Au contraire, dans l'article sur Rozenburg, on utilisait l'argument (correct selon moi) selon lequel cette forme de résistance ouvrière était la plus efficace sous la terreur de l'occupation.

Il n'y avait pas de divergences importantes sur la question des attentats armés et du sabotage économique. Il n'apparut de dissension qu'à propos d'un article de *De Rode October* dans lequel la participation des ouvriers aux démolitions était rejetée, lorsque, à l'automne de 1944, une grande partie de l'appareil économique fut démantelée par l'occupant. Un membre écrivit dans *let Kompas* que cet article contredisait la politique du CRI puisqu'il appelait à un refus individuel d'obéissance. Le comité de rédaction répondit qu'il y avait certaines limites dans l'opération qui consiste à forcer les travailleurs à vendre leur force de travail ; dans certaines questions touchant directement leurs intérêts vitaux (comme le déménagement de tout ce qui se trouvait dans les appartements des Juifs déportés, la démolition des quartiers ouvriers, l'enlèvement du ravitaillement et la démolition des usines), chaque travailleur devait résister. Lorsqu'il s'agissait de la destruction de moyens de production, il fallait distinguer une démolition consciente du travail des ouvriers dans l'industrie de guerre. La rédaction de *De Rode October* admettait que la distinction n'avait pas été assez claire dans l'article discuté.

En comparaison avec le reste de l'Europe occupée, la résistance armée aux Pays-Bas fut relativement peu importante. Néanmoins et en dépit de l'opinion de la direction, il est difficile de répondre à la question de savoir si la résistance armée n'eut pas quelque force d'attraction pour les membres du CRI. Theo Jansen, de La Haye, probablement celui qui plaida dans *let Kompas* pour une défense plus active de l'Union soviétique, voulait se battre comme il l'avait fait pendant la guerre d'Espagne. Il quitta les Pays-Bas et, en passant par la Scandinavie, finit dans l'armée néerlandaise. Frits Zeggelink m'a écrit :

« Pendant la guerre, j'ai été contacté environ trois fois par des groupes qui n'étaient pas de gauche. Ces orangistes bavards et confus me répugnaient, mais la lutte armée me tentait. Pour des raisons de loyauté, je refusai et dis que j'étais déjà occupé ».

La position du CRI sur l'envoi en Allemagne d'ouvriers néerlandais était étroitement liée aux conceptions qui viennent d'être exposées. En ce qui concerne ses propres membres, le CRI avait une position claire : leur place était avec les ouvriers. Quand on était appelé à travailler en Allemagne, il fallait y aller et essayer de construire politiquement, en collaboration avec les révolutionnaires allemands. Aux yeux du CRI, les millions d'ouvriers étrangers devaient jouer un rôle-clé dans le développement révolutionnaire en Allemagne. Cette position était également exposée dans *De Rode October*, quoique peut-être sous une forme plus nuancée : l'article s'adressait aux ouvriers travaillant déjà en Allemagne et qui étaient en permission aux Pays-Bas. Mais le CRM soutint sans réserve la grève d'avril-mai 1943 qui était une protestation contre l'envoi en Allemagne de 300 000 anciens prisonniers de guerre néerlandais : le CRI préconisait refus de masse et évasion. L'appel ne se limitait pas aux anciens soldats pour qui l'élément de compulsion était en fait très présent. Selon le CRI, les ouvriers entre 18 et 35 ans qui devaient s'enregistrer pour le service du travail, devaient également résister.

Conscription

Cependant la question ne fut pas abordée dans les numéros suivants de *De Rode October*. En février 1944, il semblait qu'ils étaient revenus à leur ancien point de vue : un article sur la nouvelle mobilisation ouvrière affirmait que ceux qui étaient envoyés en Allemagne devaient contacter les antifascistes allemands. A l'époque des *razzias* de 1944 qui étaient une sauvage chasse à la main d'œuvre néerlandaise, le CRI appela à l'évasion. Dans ces circonstances, aucun autre point de vue n'était désormais possible. Un nombre considérable de membres du CRI travaillèrent en Allemagne. D'Amsterdam, trois travaillèrent en Allemagne et un en Finlande ; nombre de militants de Rotterdam travaillèrent aussi en Allemagne. *De Rode October* donnait régulièrement des informations sur les sentiments des ouvriers étrangers et allemands en Allemagne. Après la guerre, Piet van't Hart écrivit que le CRI avait eu des contacts avec des groupes allemands clandestins. Sur ce point, nous n'avons pas de preuve concrète. Peter Drenth, de Groningue, fut impliqué dans une courte grève à Bremerhaven. Après la guerre, Tom Kwawegen raconta à Cor van't Hart qu'il avait eu des contacts politiques en Allemagne. Le militant qui travaillait en Finlande, avec une cuisinière, fit passer de la nourriture aux prisonniers de guerre russes, mais on ne le crut pas quand il dit qu'il était trotskyste : n'avaient-ils pas tous été exterminés ?

En fait, ces directives sur le travail en Allemagne n'ont pas été toujours suivies. Dans un article de *let Kompas*, il fut affirmé que nombre de militants n'étaient pas partis. La direction pensait que seuls ceux qui étaient indispensables à l'organisation devaient passer dans la clandestinité. Un argument utilisé à cet égard était que ceux qui échappaient au travail en Allemagne en s'évadant devaient aller dans la clandestinité, ce qui leur interdisait le travail politique.

Avant-Garde

Sur la question du travail en Allemagne, le CRI défendit une tactique socialiste révolutionnaire classique qui convenait à une petite avant-garde de révolutionnaires. A mon avis, pendant l'occupation, cette position entra en conflit avec les besoins de la stimulation de la résistance de masse. L'occupation était caractérisée par une combinaison de répression nationale et sociale. Refuser de travailler en Allemagne était le moyen de résistance le plus important de la classe ouvrière néerlandaise contre la super-exploitation nazie.

Le CRI attacha peu d'importance à la défense de cette forme de résistance, ainsi qu'on peut le déduire du fait qu'on ne trouve aucun article dans *De Rode October* sur la grande résistance des étudiants à leur envoi en Allemagne en 1942 et 1943 (18). Sous l'influence de l'action de masse de la grève d'avril-mai, le CRI fit une exception importante à sa règle générale. L'argument selon lequel, pour la classe ouvrière, la fuite n'était pas possible, ne semble pas convaincant, puisque, après que la victoire des Alliés apparut possible, de très importantes fractions de la classe ouvrière réussirent à échapper à la mobilisation du travail (19). La ligne consécutive du CPN à cet égard pendant toute l'occupation joua certainement un rôle important dans la croissance de la popularité de ce parti (20). On doit se souvenir qu'à la différence du CPN, le CRI n'adopta pas une attitude hautement morale à l'égard des ouvriers qui partaient pour l'Allemagne. Et ces remarques critiques ne signifient pas que les révolutionnaires ne pouvaient pas faire en Allemagne un travail utile, même si ce travail n'était certainement pas facile.

En mars 1944, Piet van't Hart souleva dans *De Rode October* la question du marché noir. Il le rejetait par principe parce qu'il aggravait le niveau de vie des ouvriers. Van't Hart était ennuyé parce que certains ouvriers étaient infectés par le marché noir qui signifiait qu'ils prospéraient sur la misère du prolétariat et se dégradaient au niveau de *lumpenproletariat*. Il y eut dans *let Kompas* une réaction à cet article ; l'auteur parlait de l'importance du marché noir et de ses effets sur l'inégalité sociale. Il réclamait des mesures de classe contre les gros trafiquants. La ligne de van't Hart était qualifiée de « *moraliste* » et on disait que son application signifierait que ceux qui ne feraient pas de marché noir mourraient de faim. Van't Hart répondit sous le titre « *Nous devons être-irréconciliables à l'égard du marché noir* », dans lequel il disait que les révolutionnaires auraient peut-être à mourir de faim dans la lutte. Il refusait de formuler des revendications concrètes, parce qu'elles n'étaient pas réalisables ; à ses yeux, donner de bonnes informations sur ce qu'on pouvait se procurer était inutile, puisque ces informations seraient accessibles à tous. Il écrivait que son article avait été mal compris, car il s'agissait de moralité de classe. Il ne s'intéressait pas au fait qu'on puisse par hasard acheter ou vendre une fois en passant au marché noir, mais aux trafiquants et particulièrement aux ouvriers qui, en se livrant à cette activité, changeaient leur position de classe.

Pendant l'hiver de la famine, le CRI décrivit encore et encore ses horreurs. A plusieurs reprises, il affirma que les différences de classe avaient été aiguisées par la faim, que les gens aisés s'en sortiraient et que les plus atteints étaient avant tout les enfants, les malades et les vieux. Il faisait quelques critiques d'un appel, dans *flet Oranje Bulletin*, journal de plusieurs groupes de résistance, à ne pas aller à la campagne pour trouver de la nourriture ; pour le CRI, c'était de la folie d'attendre que les ouvriers acceptent de mourir de faim.

« *Notre mot de passe pour les ouvriers est cependant d'avoir des relations de camarades, de solidarité envers les camarades moins favorisés et de dénoncer tous ceux qui trafiquent des pommes de terre à des tarifs de marché noir* »

L'un des effets de la famine que le CRM souligna fut que le nombre augmenta de ceux qui s'adressèrent aux nazis pour travailler : la faim apparaissait comme une arme plus efficace que la terreur et l'intimidation. L'arrivée des colis de ravitaillement de la Croix Rouge était saluée, mais le CRI niait que la Croix Rouge fût une agence neutre et soulignait le caractère particulier de la distribution des colis :

« Heureusement, nous avons aussi rencontré de nombreuses femmes ouvrières (et elles peuvent vraiment bien utiliser le pain) qui parlent d'un pourboire, d'une sucette qu'on nous jette ».

Selon *De Rode October*, la clandestinité bourgeoise comptait sur la famine, le CRM lui, voyait dans la misère de la famine de l'hiver une illustration de la barbarie de la guerre impérialiste.

Quelle attention le CRI accorda-t-il aux déportations massives des Juifs et à leur sort dans les camps ? Dans *De Rode October* de novembre 1942, les conceptions raciales des nazis étaient discutées et démolies. Une revue de 1942 notait les déportations massives de cette année. Puis le journal garda le silence très longtemps sur cette question. En octobre 1944, dans un aparté, il s'aventura à écrire que les Juifs déportés reviendraient de « leur misère et de leurs tortures ». En février 1945, il y eut une réaction à la nouvelle selon laquelle trois millions de Juifs avaient été assassinés en Pologne :

« Nous avons frissonné en lisant cela. Nous qui avons eu des amis juifs et peut-être des liens familiaux, nous nous sommes abusés du vague espoir que ce n'était peut-être pas aussi mauvais, qu'un peu plus ont été sauvés et que c'est de la propagande ».

Cela montrait alors clairement ce qu'avait été le raisonnement derrière la remarque d'octobre 1944. Le CRM interprétait le génocide comme une preuve de la barbarie de l'impérialisme déclinant et soulignait l'hypocrisie de la propagande nazie sur les « ploutocrates ». Il était dit plus loin dans l'article :

« La destruction des Juifs en Europe sera l'une des pages les plus noires de l'histoire mondiale. Il est stupéfiant que maintenant, même après cette tristesse, un antisémitisme sournois, routinier, prenne ici aussi, mais nous jurons que nous, qui voyons dans le prolétariat allemand aussi bien que dans les Juifs, les dupes et les victimes de la barbarie nazie, nous haïrons et combattons jusqu'à notre dernier souffle les assassins de nos amis, des membres de nos familles et de nos camarades ».

Selon De Long, l'aide aux Juifs évadés fut le fait de socialistes, de communistes et, un peu plus tard, de chrétiens de l'Eglise réformée. Le CRM contribua aussi pour sa modeste part. De ce qui vient d'être indiqué, il est clair que les publications du CRM n'accordèrent pas une grande attention au sort des juifs. Bien qu'auparavant des journaux illégaux aient déjà publié des informations sur l'holocauste, le processus de répression noté par le CRM était presque général dans la résistance, bien que certains aient été plus conscients du sinistre destin des déportés juifs que de celui de la masse de la population. La presse illégale écrivit peu sur les déportés. Le CRM n'est pas à cet égard une exception positive.

Massif

Le 30 avril et le 1^{er} mai 1943, pour la première fois depuis la grève de février, il y eut une résistance ouvrière ouverte massive aux Pays-Bas. Le vendredi 29 avril, on annonça que les anciens prisonniers de guerre (300 000 personnes) seraient envoyés travailler en Allemagne. Cette annonce était de la part de l'occupant une grosse erreur tactique : aucun type d'exception n'était mentionné et tout suggérait qu'ils allaient être envoyés tous en même temps. La grève de deux jours naquit spontanément à Twente et prit un caractère général dans bien des endroits. Dans le Randstad (en gros entre Amsterdam et Rotterdam) la grève fut moins marquée. Elle fut brisée par une terreur sauvage. 80

personnes furent exécutées après avoir été sommairement jugées. 95 furent abattues dans les rues. 400 personnes furent grièvement blessées et 900 des personnes arrêtées furent envoyées en camp de concentration. *De Rode October* appela cette grève « *une réaction magnifique aux mesures répressives de l'impérialisme allemand... jamais aux Pays-Bas, on n'a connu semblable vague de grèves qui s'est étendue en quelques jours* ».

Il y eut une grande discussion pour savoir pourquoi il y avait eu la grève à la campagne et dans les petites villes, mais pas dans les grandes cités. Selon le CRM, le facteur principal était que, dans les grandes cités, la répression et la terreur étaient bien plus grandes. Pourtant les grandes cités seraient entrées dans la grève si l'on n'avait pas annoncé ensuite que les ouvriers des usines travaillant pour l'Allemagne seraient exempts. Le personnel des chemins de fer ne s'était pas mis en grève. On conclut qu'en février la campagne avait laissé les villes toutes seules, mais que maintenant un vent frais venait de la campagne et des petites villes et soufflait vers les grandes cités :

« *La nouvelle coalition entre le citadin et le paysan reconstruira la direction politique des grandes cités. Un mouvement de résistance sans elles est voué à l'échec* ».

Selon le CRM, Angleterre et Etats-Unis avaient saboté la grève parce qu'aucune attention ne lui avait été accordée sur les radios (21) ; cela prouvait que les Alliés avaient peur de l'action indépendante des ouvriers et des paysans et ne voulaient qu'un soulèvement général dans le cadre du second front. On prédisait que les plans de déportation seraient appliqués peu à peu : on appelait à l'évasion en masse pour empêcher l'enregistrement pour l'emploi des hommes entre 18 et 35 ans. Le CRI était d'avis cependant qu'évasion et dissimulation à une telle échelle étaient impossibles. Il défendait une résistance passive de masse et appelait particulièrement les fonctionnaires à saboter l'exécution de cette mesure. Cette idée fut exprimée non seulement dans *De Rode October*, mais dans un tract. Selon le numéro de *De Rode October* dans lequel le tract était inséré, c'était le troisième tract du CRI sur la grève. Autant que je sache, les deux premiers n'ont pas été conservés.

On assura que nombre de membres du CRI avaient participé à la grève « *en persuadant les grévistes et en encourageant la lutte* ». D'autres distribuèrent des tracts appelant à la grève. Les seuls exemples connus sont ceux de La Haye, une des trois grandes cités, la seule où la grève se répandit. Compte tenu de la concentration du CRI sur les grandes cités, il paraît probable que la contribution directe du CRI se limita à La Haye. Rein van der Horst fut impliqué dans un arrêt de travail au Bureau d'Enregistrement. Plus importantes furent les grèves aux Chèques Postaux et au Service Virement où le personnel surtout féminin fit grève deux jours. Les membres du CRI Antoine Dolleman et Frits Zeggelink y travaillaient et y avaient des contacts. Ils prirent très vite l'initiative de sortir un tract qui fut tapé à son travail par Wout Tieleman et tiré chez lui par Antoine Dolleman. Ainsi le CRI fut-il le premier groupe illégal à réagir à la grève au Service du Virement. Après la grève, Antoine Dolleman fut au nombre des grévistes arrêtés : il n'y avait que des hommes, car les femmes grévistes étaient, selon les autorités allemandes, de « *licherliche Jungfrauen* » (de ridicules jeunes filles). Une semaine après la grève, Dolleman fut convoqué par l'administration et interrogé par les hommes du SD, Schmidt et Bark ; le 27 mai, alors que le CRI en fait ne s'y attendait pas, il fut arrêté. Il resta en prison à Scheveningen pendant dix semaines.

Au début du premier jour de grève, Antoine Dolleman prit le tract qui avait été distribué à La Haye à bicyclette, et le porta à Piet van't Hart à Rotterdam. Van't Hart exultait comme s'il avait attendu une action des militants de La Haye. L'effet de la grève sur le CRI apparaît dans cette réaction. La contribution du CRI à la grève fut très réduite, mais le fait que certains des siens y aient participé et qu'ils aient été capables de réagir dans une certaine mesure par des tracts était important pour ceux du CRI. Le numéro de *De Rode October* paru après la grève se caractérise par un ton inspiré. Le CRI

était convaincu qu'il avait fait ses preuves et il lança un appel à renforcer les rangs de l'organisation. La résolution et la confiance en soi du CRI avaient considérablement grandi et la passivité pendant la grève de larges fractions du milieu révolutionnaire d'avant-guerre renforçait le CRI dans cette résolution. Dans le numéro de *De Rode October* déjà mentionné, une volée de bois vert adressée à ces cercles révélait le mécanisme psychologique qui opérait ici : tenir l'offensive militaire alliée. L'administration des chemins de fer, qui, en étroite collaboration avec les dirigeants syndicaux d'avant-guerre, avait lutté contre les autorités sous l'occupation, mais seulement dans les cas où il s'agissait des intérêts étroits de l'entreprise, fut d'accord : elle voyait la grève comme un moyen à utiliser dans le cadre d'une libération proche. Elle espérait aussi, en dirigeant explicitement la grève, limiter l'influence des tendances de gauche chez le personnel. La grève fut un succès, mais du fait de l'échec de l'offensive alliée, elle devint une arme à double tranchant ; à titre de représailles, Seyss-Inquart (22) décida d'arrêter tout transport de ravitaillement dans la partie occidentale du pays. Le personnel des chemins de fer, cependant, ne pouvait reculer et la grève dura jusqu'à la libération. Avec ce développement inattendu, l'emprise de l'administration des chemins de fer diminua ; en de nombreux endroits il y eut un vide politique en ce qui concernait soutien financier et aide aux grévistes et il fut rempli par diverses organisations illégales.

Du fait que la grève était directement liée aux plans de guerre des Alliés, le CRI ne se rangea qu'avec hésitation derrière la grève. Que les ouvriers, indépendamment des risques immenses, aient suivi l'appel, indiquait qu'ils possédaient une force énorme : ils devaient cependant comprendre qu'à l'avenir ils devraient tourner cette arme contre leur propre bourgeoisie et ne pas laisser le gouvernement et les Alliés se servir de la grève. La conclusion du premier article sur la grève était suffisamment vague :

« *Le CRI ne s'oppose donc pas à la grève, dans la mesure où elle est dirigée contre l'impérialisme allemand* ».

Exploitation

La position de la direction fut élaborée dans les deux numéros suivants de *De Rode October*. En premier lieu, la grève n'était pas une conséquence de l'appel du gouvernement, mais de la haine contre l'oppression allemande, c'était une action prolétarienne que les alliés occidentaux exploitaient. Le CRI appelait à former une direction indépendante de la grève, sans patrons ni administrateurs. En cas de succès de l'offensive alliée, il fallait déposer les revendications suivantes : droit de grève, que les cheminots n'avaient plus depuis la grève de 1903, améliorations matérielles, liberté des organisations et fin immédiate de la guerre. Début novembre, il devint clair que l'occupant utilisait la pression économique pour briser la grève. Les ouvriers allemands qui assuraient le trafic aux Pays-Bas ne devaient pas être considérés comme des jaunes, car il était dangereux pour eux d'arrêter le travail. Le mot d'ordre de fin immédiate de la guerre était lancé comme moyen d'unir dans une lutte commune ouvriers allemands et néerlandais.

Il apparaît d'après *Flet Kompas* que, dans le CRI, la ligne sur la grève des chemins de fer n'a pas été épargnée. Dimanche 17 septembre 1944, le gouvernement néerlandais, sous la pression des Alliés, appela le personnel des chemins de fer à faire grève. Plusieurs souhaitaient une attitude plus critique.

Swartenberg pensait qu'on ne pouvait parler d'une action prolétarienne : il fallait transformer la grève en action prolétarienne. Les dirigeants répondaient qu'ils avaient eu aussi des problèmes pour définir leur position, mais qu'ils persistaient à penser que la protestation contre la direction allemande était

au centre de la grève. A cette réponse, De Vries réagit: « *Cette vision serait en fait juste si la bourgeoisie néerlandaise, sous la forme des armées alliées, ne marchait pas au-delà de la frontière des Pays-Bas* ».

Selon De Vries, le caractère de classe de la direction déterminait celui de la grève elle-même. De Vries considérait que c'était le problème le plus difficile depuis la naissance du CRI et exprimait l'espoir que le comité de rédaction reconsidérerait sa position. Flet van't Hart réagit, écrivant qu'il se réjouissait du ton balancé de la critique de De Vries. Il souligna le fait que tous les membres du CRI étaient des jeunes sans expérience dans de tels problèmes tactiques : la direction aussi ne s'était mise d'accord qu'après bien des discussions. Van't Hart réexpliquait sa position. Pendant l'occupation, la classe ouvrière avait été réduite en esclavage de façon inconnue jusque-là et tout acte de résistance avec des méthodes de classe contre cette réduction en esclavage était progressiste. Le moment précis où la grève avait éclaté importait peu :

« *Si nous voulons formuler correctement les choses, il faut dire : la grève est une action surtout prolétarienne lancée et dirigée par la bourgeoisie qui essaie d'utiliser à ses propres fins le sentiment anti-impérialiste des masses* ».

Van't Hart se demandait ensuite d'où venaient les réserves contre la grève : selon lui, elles étaient dues à l'isolement du CRI et son manque de contact avec les larges couches ouvrières :

« *C'est cependant notre devoir de chercher des voies pour influencer à l'avenir ces ouvriers et leur parler de nos perspectives. Si nous ne le faisons pas, nous ne sommes que des omniscients académiques* ».

Swartenberg aussi, dans sa contribution, réclamait une attitude plus active, des diffusions de tracts. Autant qu'on le sache, il n'y eut pas ou guère d'activités de ce genre. Théoriquement, il existait, comme on l'a dit, quelques possibilités de jouer un tel rôle de soutien de la grève, mais il faut garder à l'esprit que les circonstances très difficiles de la dernière année d'occupation limitaient ces possibilités pour un petit groupe comme le CRI. Pourtant il est clair que van't Hart mettait le doigt sur son point faible.

Le CRI et la résistance de gauche

Le CRI était essentiellement composé de membres du Front-MLL qui avaient été opposés à la politique de Sneevliet. En plus, il avait quelques membres du GBL d'avant-guerre, la section de la IVe Internationale dont Sal Santen était l'individualité la plus importante. En outre, de juillet 1944 à janvier 1945, le groupe indépendant autour de Barend Luteraan, vétéran haut en couleurs du mouvement ouvrier, travaillait avec le CRI à Amsterdam. Pendant la guerre, le CRI dans son ensemble commença de plus en plus à se tourner vers la IVe Internationale et Santen particulièrement œuvra en ce sens.

A l'automne de 1942, la question fut posée de savoir si le CRI se considérait comme la continuation de l'opposition dans le Front-ILL. Dans le journal interne *Over en Weer* qui était en fait le premier numéro de *flet Kompas*, parut un article où il était dit que l'article qui ouvrait le premier numéro de *De Rode October* avait été trop positif à l'égard de Sneevliet et du Front-ILL. Sneevliet et ses camarades avaient « *bravement donné leur vie pour la cause des travailleurs* », mais on ne pouvait les reconnaître comme des marxistes révolutionnaires « *au meilleur sens du terme* ». On demandait au CRI plus de clarté politique :

« *Dans le nouveau journal d'un nouveau groupe, on attend au moins une déclaration quant aux raisons pour lesquelles on est là et ce qu'on veut* ».

Cette critique fut sèchement rejetée dans une réponse du comité de rédaction : faisant allusion à l'opposition dans le Front-MLL, ils expliquaient que le premier numéro de *De Rode October* était paru avant la fondation du CRI et la rupture avec Spartacus. La réponse se terminait ainsi :

« Si l'auteur de l'article voulait un tout petit peu plus collaborer positivement au lieu de formuler des critiques mesquines, cela signifierait sans aucun doute un renforcement du camp marxiste révolutionnaire, à un moment comme à présent où tout révolutionnaire a le devoir de bander toutes ses forces ».

En considération du contenu de la critique, il est plausible qu'elle venait du côté du GBL ; d'après la réponse du comité de rédaction on peut de plus supposer que la personne en question n'était pas encore au CRI et qu'ils voulaient le convaincre.

En avril 1943, on célébra dans *De Rode October* la mémoire des dirigeants du Front.MLL tombés. Dans cet article s'exprimait une critique véhémente de Sneevliet, surtout son orientation sur le NAS et son abandon de la défense de l'Union soviétique. On allait jusqu'à dire que la confusion politique et la sous-estimation des dangers de l'illégalité avaient provoqué la catastrophe qui s'était abattue sur le Front-ILL. On s'identifiait de nouveau avec la tendance autour de Dolleman dans le Front-ILL. Quant au GBL, on disait qu'il avait pris des positions justes, mais que sa tactique de quitter le RSAP avait conduit à son isolement. Ces appréciations du Front-MLL et du GBL furent répétées régulièrement. Le déroulement des événements renforça le CRI dans son opinion, de même que les informations concernant les organisations étrangères avec lesquelles le RSAP avait collaboré avant la guerre, comme l'ILP britannique.

Dans la déclaration politique d'août 1943, le CRI se prononça clairement pour la IVe Internationale. Le 25 juin 1944, la direction franchit un pas de plus en adoptant une résolution qui disait qu'indépendamment de la rupture du contact, ils se considéraient comme la section néerlandaise de la IVe Internationale. Selon les dirigeants, cette décision n'était pas seulement un acte symbolique mais l'expression d'un internationalisme conséquent. Ils appelaient les cellules à voter cette résolution et on relevait que, dans une situation de légalité, on aurait convoqué une conférence. Dans le numéro suivant de *let Kom-pas*, on rendit compte que tous les membres étaient partisans de la résolution.

L'un des groupes locaux proposa aussi de changer le nom de l'organisation en celui de Parti marxiste révolutionnaire ; le terme de « comité » suggérait de toute évidence l'absence d'un programme politique concret. La petitesse de l'organisation n'avait aucun inconvénient pour s'appeler parti puisque la IVe Internationale, elle aussi, s'appelait parti mondial. La direction s'opposa à cette proposition, car le nombre de membres était peu important : « Cela voudrait dire que nous utiliserons le secret de notre clandestinité pour faire de la propagande par le bluff » (23) .

On admettait que le terme de « comité » ne correspondait pas entièrement à la situation existante, mais aussi, que, du fait qu'il était familier, il fallait conserver le nom de CRI. La comparaison avec la IVe Internationale, selon la direction, ne tenait pas la route, plusieurs sections ayant une base de parti et d'autres non. Ils écrivaient qu'ils espéraient se développer aussi vite que possible en un parti. Dans le numéro suivant de *let Kompas*, on indiqua que toutes les cellules s'étaient exprimées contre la proposition de changer le nom du groupe, bien qu'un district n'ait pas répondu, les communications ayant été coupées.

Une différence d'opinion sur les arguments pour rejoindre la IVe Internationale apparut avec quelques anciens du GBL à l'intérieur du CRI, qui pensaient que la direction avait une attitude trop négative à l'égard du GBL. Ils protestaient en particulier contre le fait que le GBL avait été attaqué pour sa « capitulation honteuse » pendant l'occupation. La direction disait qu'elle était prête à retirer cette formulation, mais maintenait sa critique du GBL. Piet van't Hart écrivit que les anciens membres du GBL et la direction pensaient qu'un conflit sur cette question était dénué de sens :

« Nous nous trouvons sur une base commune, nous collaborons étroitement dans le CRI et il n'y a aujourd'hui pratiquement plus de divergences politiques entre nous. Nous sommes tous du CRI [...] Agissons soudés et ne dégradons pas notre organisation en une secte qui commence à discuter des problèmes de troisième ordre aux moments les plus critiques, alors qu'on néglige le plus important ».

De Rode October d'août 1944 rendait compte de la décision de rejoindre la IVe Internationale et affirmait qu'on se considérait comme membres de la nouvelle Internationale ; dans le numéro de la mi-avril 1945, la résolution de juin 1944 était également mentionnée explicitement. Pendant l'occupation, cependant, il n'y eut aucun contact avec la IVe Internationale, malgré un plan de Tieleman et d'une tentative de Piet et Cor van't Hart. A l'été 1943, ils écrivirent qu'ils n'avaient pas eu un seul rapport sur l'activité des sections de la IVe Internationale, mais qu'ils avaient néanmoins en elle une confiance totale. Quand parvinrent, en 1944 et 1945, des rapports sur le rôle des trotskystes anglais dans les grèves et des trotskystes français dans la Résistance, ils furent applaudis.

Ils réagirent avec indignation aux remarques de Spartacus que les trotskystes en Europe choisiraient le côté allié : selon le CRI, cela ne pouvait concerner que des individus, parce que le programme de la IVe Internationale ne permettait pas la capitulation. Immédiatement après la guerre, le CRI prit contact avec la IVe Internationale et un manifeste fut publié dans *De Rode October*. Il est remarquable de constater à quel point les principales lignes de la politique du CRI coïncidaient avec celles de la IVe Internationale pendant la guerre (25).

Depuis sa fondation, Spartacus se développa dans la direction du communisme des conseils. Dans la deuxième moitié de 1944, cela le conduisit à s'affilier à la majorité du OC (Groupe des communistes internationaux), groupe communiste des conseils d'avant-guerre. On ne sait presque rien de ses dimensions numériques et de sa distribution géographique, tandis que les chiffres de circulation de ses publications ne donnent non plus aucune réponse précise quant à la signification de Spartacus en comparaison du CRI. Mon impression est que les deux groupes étaient de la même taille, mais que le CRI fut plus efficace comme organisation (26) : Après tout, le trotskysme assigne un rôle plus grand à la construction d'une organisation révolutionnaire que le communisme des conseils.

Conflit

Compte tenu de l'histoire de la naissance de ces deux groupes, il n'est pas étonnant que le CRI et Spartacus ne se soient pas traités très amicalement. Le CRI reprochait toujours à Spartacus sa « passivité, son « incapacité », sa « confusion » et son « dilettantisme » :

« Ceux qui pensent qu'ils continuent la politique de Sneevliet peuvent, politiquement parlant, ne pas être nommés dans son ombre et sont tombés dans la répétition sans espoir de phrases et de répétitions puérides ».

Pour le CRI, Spartacus était « un résultat digne du processus de dégénérescence du RSAP » et il n'était plus souhaitable d'œuvrer en faveur d'une fusion :

« Nous serions dans ce cas obligés d'accepter aussi tous ces éléments qui, par leurs stupidités souvent criminelles et leur totale inaptitude au travail illégal, présentent de graves dangers. »

Indépendamment de leur caractérisation commune de la guerre comme impérialiste, il existait entre les deux groupes d'importantes divergences sur presque toutes les questions importantes. Nous pouvons indiquer ici l'attitude à l'égard des social-démocrates de gauche, le caractère de l'Union

soviétique et, selon le CRI, le fait que Spartacus n'avait pas insisté sur la question de l'Indonésie et manifesté son manque d'intérêt pour le rétablissement des droits démocratiques.

Le complexe de problèmes le plus important cependant comprenait le rapport entre le parti révolutionnaire, les syndicats et les conseils ouvriers. Spartacus avait nettement rompu avec toute forme de syndicalisme et son point de départ était que les conseils ouvriers devaient être préparés par des noyaux dans les entreprises, basant cela sur le fait que la clé du pouvoir de la classe ouvrière était sur le lieu de travail. Le CRI considérait cela comme une conception ultragauchiste. On devait essayer de construire une tendance de gauche dans les syndicats de masse, car les noyaux ne se changeraient pas automatiquement en conseils ouvriers, ces derniers ne pouvant naître que d'une situation révolutionnaire. Surestimer l'importance de l'activité au niveau du lieu de travail pouvait, selon le CRI, conduire à une sous-estimation du problème du pouvoir d'Etat et, par là, une sous-estimation de l'importance du parti révolutionnaire.

Le CRI argumentait également contre la proposition selon laquelle, tactiquement, les noyaux ouvriers sur le lieu de travail étaient l'unique forme d'organisation possible sous l'occupation. Cet argument était jugé compréhensible, mais néanmoins erroné. Ce travail serait trop dangereux et inefficace dans des conditions analogues au chaos social de 1944-1945. Ils formulaient ainsi leur point de vue :

« Dans ces circonstances d'illégalité rigoureuse, les révolutionnaires, tant que la situation ne change pas dans un sens révolutionnaire, comme une résistance prolétarienne en Allemagne, ne peuvent prendre aucune autre position pour préserver leur propre organisation autant que possible et faire le plus possible de propagande révolutionnaire contre la guerre impérialiste aussi bien que dans la dénonciation de la propagande nationaliste (une telle propagande révolutionnaire était plus importante que la propagande sur le lieu de travail, car une telle activité serait dénuée d'objectif et de tâches réelles). Les révolutionnaires devraient travailler de toutes leurs forces pour la construction du parti révolutionnaire qui pourrait donner une direction politique au prolétariat dans la lutte qui vient ».

Pour juger de cette opinion, il faut clarifier divers aspects. On peut se demander : quel était le sens des noyaux que Spartacus essayait de construire avec d'autres gens d'extrême-gauche s'ils étaient isolés de l'écrasante majorité des travailleurs? L'argument de la perturbation sociale utilisé par le CRI était réel. Mais en contradiction avec le Front-MLL, le CRI n'appelait pas à une organisation des entreprises sous la forme de noyaux ou de comités, d'aucune façon. La position du CRI, telle que l'exprime la dernière citation, semble la justification théorique de son propre isolement.

Le même article dans *De Rode October* était le seul qui accordait quelque attention à la formation d'un mouvement syndical unifié : il écrivait qu'ils approuvaient une telle fédération syndicale, sur la base d'une seule organisation par branche d'industrie. Il apparaît de cet article que le CRI lui-même n'était pas engagé dans l'initiative de former une fédération syndicale unitaire (26). Après la guerre, le CRI essaya de construire une opposition dans la Nouvelle centrale universitaire EVC, mais on ne pouvait pas construire dans cette arène sur la base d'une position acquise sous l'occupation.

Il doit être clair que la brèche entre les deux héritiers du mouvement de Sneevliet ne pouvait être comblée. Outre l'aspect factuel des divergences entre les deux, la scission avait introduit beaucoup d'erreurs entre les deux groupes. Les citations ci-dessus du CRI parlent pour elles-mêmes. On a relevé plus haut que Poppe expliquait la scission en termes de complot trotskyste. Dans sa conversation avec Vereeken en 1944, il se plaignit de la discussion et des « méthodes organisationnelles » du CRI et minimisa les divergences politiques. Ainsi le CRI, à la différence de ses camarades de Belgique et de France, avait, à ses yeux, évité de soutenir le mouvement nationaliste. La crédibilité de cette conversation est certainement sujette à caution. Vereeken était un trotskyste dissident et pas un

admirateur du communisme des conseils de Spartacus : il semble qu'au cours de la conversation, Poppe ait bien tenu compte de cela.

En dépit de la scission, les contacts personnels continuèrent dans certaines villes. A Arnhem, il y avait quelqu'un qui n'acceptait pas la scission et qui distribua le matériel des deux groupes. Quand Willy Dolleman alla se cacher à Enschede et n'eut plus de contact avec le CRI, il distribua les publications de Spartacus. A Rotterdam, le CRI obtint l'aide pratique des membres de Spartacus. Nous avons déjà mentionné la collaboration entre Andries Dolleman et Leon Iolenaar, grâce à laquelle le CRI eut ses cartes de rationnement.

Soutien

De Rode October critiqua le matériel produit par Wijnand Romijn, un socialiste de gauche qui écrivait sous les pseudonymes de Montagnard et de Socius. Romijn, sans soutenir les objectifs politiques des Etats-Unis et de l'Angleterre, défendait un soutien tactique des puissances alliées. Selon lui, autant que je sache, un tel contact organisé ne se matérialisa pas. Dans *De Rode October*, on ne faisait pas attention à *De Baanbreker*, journal socialiste de gauche illégal que rédigeait Romijn et qui parut à partir d'août 1944. Spartacus, au contraire, avait des contacts avec le groupe Romijn. Le CRI reprochait à maintes reprises à Spartacus d'avoir une attitude trop positive à l'égard de Romijn. Mais en fait, Spartacus prenait sur les questions essentielles la même position que le CRI et Spartacus pensait que les divergences étaient trop grandes pour qu'on puisse aller à une fusion. Une seule fois, *De Rode October* discuta longuement des socialistes de gauche autour du journal *De Vonk*. Cette rare attention est remarquable car *De Vonk* était plus ou moins sorti du Front-ILL. En outre *De Vonk* qui défendait une politique correspondant dans une large mesure à celle de Romijn, était une force importante à la gauche de la résistance.

Dans l'article de *De Rode October* à la mi-octobre, le choix tactique du soutien des puissances alliées par *De Vonk* fut naturellement critiqué. L'essentiel de l'article portait sur la question indonésienne : en réponse à un défi sur cette question dans *De Rode October*, *De Vonk* clarifia son point de vue en septembre 1944. Il pensait que les socialistes devaient combattre en Indonésie le fascisme japonais :

« Et surtout il y a le fait que la Reine et le gouvernement ont fait des promesses catégoriques concernant l'autonomie future de l'Indonésie et sa position en tant que territoire avec des droits égaux à l'intérieur du royaume, qui, si elles sont tenues, signifieront un grand pas en avant pour l'Indonésie et un bien meilleur point de départ pour l'action future. [...] De Rode October suggère maintenant par anticipation que ces promesses ne seront pas tenues. Nous lui opposons ceci : de toute façon, ces promesses ne seront pas tenues si l'Indonésie n'est pas d'abord libérée des Japonais. Ou De Rode October pense-t-il peut-être que l'Indonésie obtiendra un meilleur accord si elle est libérée par les Américains et devient colonie ? Nous pensons le contraire ».

Le CRI rejeta avec véhémence ce point de vue comme il apparaît déjà aux titres de ses articles :

« De Vonk propagandiste de la guerre pillarde impérialiste de la bourgeoisie néerlandaise.

Nous demandons à De Vonk : la bourgeoisie néerlandaise veut-elle reconquérir l'Indonésie pour d'autres intérêts que ses intérêts de classe ? De Vonk pense-t-il que les gouvernants capitalistes qui ont volé chaque sou des sans-emploi, vont dépenser des millions pour la libération des Indonésiens dont le sang et la sueur les ont enrichis ? Le mot d'ordre de « libération » ne sert-il pas juste à masquer cela ? [...] Si nous pensons que l'Indonésie aura un meilleur accord si elle devient colonie américaine ? Comme

si cela dépendait des travailleurs néerlandais ! Ces messieurs de De Vonk ont cependant révélé leur véritable caractère. Si l'Indonésie devait être une colonie, au moins que nous en profitons. »

Il reste à savoir s'il y a eu beaucoup de contacts personnels entre des membres des deux groupes. On a déjà mentionné le contact avec Pelgrom à Amsterdam. Sal Santen a participé à une réunion de De Vonk.

A l'automne 1944, le comité pour la concentration des forces socialistes écrivit des thèses qui pouvaient servir de base à une telle concentration. On ne peut trouver d'information à son sujet dans la littérature du CRI, et les membres du CRI n'ont pu éclaircir cette question. Compte tenu du contenu des thèses, il est possible que Romijn ait été dans ce comité. Elles se prononçaient pour un parti révolutionnaire sur une base internationale : la transition du capitalisme au socialisme aurait un caractère révolutionnaire. On rejetait comme impérialiste une guerre contre le Japon en Indonésie. Le texte contenait sur leur position vis-à-vis de la guerre le passage suivant :

« La lutte contre la contre-révolution fasciste est une nécessité pour les socialistes en toutes circonstances. Si les intérêts de la bourgeoisie nationale semblent être parallèles à ceux du prolétariat socialiste, cela ne signifie pas que pour cette raison la classe ouvrière doit éviter la lutte contre le fascisme. Nous devons comprendre et proclamer que notre cause n'est pas celle des démocraties capitalistes et ne peut jamais lui être reliée [...]. C'est pourquoi la classe ouvrière devrait avoir le droit de prendre position pour ses objectifs au moyen d'une presse et d'une radio libres. Elle devrait avoir le droit d'être pour la formation de conseils de soldats afin de garder, le cas échéant, l'appareil militaire sous son contrôle. Nous sommes prêts à soutenir par tous les moyens toute résistance contre le régime nazi allemand, avec cette réserve que nous refusons de faire quoi que ce soit qui aille contre les intérêts de la classe ouvrière et donc contre les solutions socialistes que nous défendons ».

Le CRI écrivit une réponse dans laquelle il disait que par des formulations comme celles ci-dessus, « *le petit diable de l'unité nationale glisse de nouveau un œil au coin de la rue* », le CRI admettait que lutter seulement contre la bourgeoisie néerlandaise revenait à soutenir l'impérialisme allemand : la classe ouvrière devait lutter directement contre le nazisme sans soutenir sa propre bourgeoisie.

Le comité pour la concentration s'indignait de la réponse du CRI. Il lui reprochait son « *pédantisme sectaire* », qui faisait que quiconque ne souscrivait pas entièrement à son programme était qualifié par lui de « *social-patriote* ». A la différence du CRI, soulignait-il, il voyait une différence tactique avec la situation de la Première Guerre mondiale ; les travailleurs non seulement voulaient la paix, mais aussi la destruction du fascisme et cette lutte ne pouvait prendre fin avant que les nazis aient été chassés des Pays-Bas. Ce qu'il est advenu ensuite avec cette discussion, je l'ignore ; sans doute est-elle morte tranquille.

Nationalistes

Le CRI condamnait comme nationaliste la politique du CPN:

« Ils font la propagande nationaliste la plus basse et essayent de prétendre que cette infâme politique traîtresse est du « léninisme ». Ces agents sans vergogne de l'impérialisme allié font une propagande qui soutient ouvertement l'impérialisme britannique. Ils font de la propagande pour une « libération » et une intervention anglaises. Tout ce que Lénine a écrit sur l'impérialisme anglais et américain est ignoré [...] Avec la bourgeoisie nationale, ils essaient d'obscurcir les antagonismes de classes ».

Pour le CRI, le CPN dépendait totalement des « *troupes de choc de la bureaucratie stalinienne* », qui pouvaient conduire au partage de l'Europe en sphères d'influence. La critique du CPN était inlassablement répétée. On parlait avec mépris des « *communistes monarchistes* » en référence à la publication de *He Oranje Bulletin* avec les organisations nationalistes, et quand *De Waarheid* (La Vérité, journal du CPN) soutenait la tonsure des « *filles à Boches* », le CRI parlait de « *banals instigateurs nationalistes* ». Le feu le plus nourri fut réservé au moment où le CPN abandonna le mot d'ordre « *Libérez l'Indonésie de la Hollande maintenant* ».

Cependant le CRI ne pouvait éviter de reconnaître que le CPN était extraordinairement actif dans la Résistance. On expliquait son influence par la sympathie pour l'Armée rouge, la confusion dans le mouvement ouvrier et des phénomènes comme son organisation, sa foi, sa tradition et la peur de la division. Selon le CRI, nombre de partisans du CPN avaient l'illusion que la politique nationaliste n'était qu'une manœuvre tactique et que, après la chute de Hitler, l'Armée rouge combattrait pour la révolution en Europe occidentale. Le CRI pensait donc qu'à l'avenir les travailleurs qui suivaient le CPN entreraient en conflit avec sa politique nationaliste et croyait que le CRI serait capable de gagner ces gens au marxisme révolutionnaire.

En fait, après la guerre, quelques membres du CPN rejoignirent le CRI mais comme individus isolés. Les énormes sacrifices, non seulement de l'Union soviétique mais aussi du CPN pendant la guerre, ne firent que renforcer la loyauté au parti de ses membres. On ne peut maintenant être certain qu'il y ait eu et à quelle échelle des contacts entre membres du CRI et du CPN sous l'occupation. Travaillant dans des organisations de secours, Sal Santen fut en contact avec différents membres du CPN et donna *De Rode October* à un membre de la direction provinciale du CPN. Néanmoins le fait est que le CRI ne tracassait pas le CPN.

Selon le CRI, la social-démocratie avait déjà mené avant-guerre une politique bourgeoise de gauche et le processus de dégénérescence avait continué sous l'occupation. Pour le CRI, c'était clair, ainsi qu'il apparaît dans un pamphlet écrit par Koos Vorrink sous le pseudonyme de Spectator :

« Aux Pays-Bas, ils ont montré leur véritable visage quand, dans un pamphlet illégal, un de leurs dirigeants s'est exprimé ainsi : le socialisme pouvait être réalisé par la démocratie bourgeoise et quelques éléments de bien-être ».

Aux yeux du CRI, la social-démocratie avait pratiquement disparu comme facteur politique sous l'occupation :

« Un mouvement qui disposait de presque un quart des électeurs hollandais, qui, avant la guerre, avait un mouvement syndical de 300 000 environ, et une presse qui avait des centaines de milliers de lecteurs, n'était pas capable de faire grand-chose à ce moment. Aucun autre groupe de la population ne se comporta ainsi et ainsi la direction des masses resta tout entière et intouchée aux mains des nationalistes ».

Le CRI pensait qu'après la guerre on pouvait s'attendre à un processus de différenciation politique dans les rangs social-démocrates.

De Rode October réagissait régulièrement aux points de vue de *Flet Parait* qui peut être considéré comme un journal social-démocrate. La membre du CRI de Rotterdam Irene de Wilde collabora aussi avec un groupe de *let Parait*. Le CRI reprochait à *flet Parool* ne pas être pour l'indépendance complète de l'Indonésie. Il réagissait avec indignation à sa conception que des « *modifications modestes de frontières* » avec l'Allemagne étaient peut-être nécessaires. La plus grosse réaction du CRI se fit contre

Le manifeste de *let Pariai* et *Vrij Nederland* d'avril 1944 qui en outre était reçu favorablement par des formations de gauche comme le CPN et *De Vonk*. Ce manifeste se prononçait pour le rétablissement de la démocratie parlementaire, mais notait que, pendant la période de transition, alors qu'il y avait des opérations militaires sur le territoire hollandais, ce ne serait possible que si l'état de siège le permettait. Selon le CRI, c'était dans le cours de cette période précisément que la classe dirigeante néerlandaise restaurerait sa position ; pour cette raison, les propositions devaient s'adresser en premier lieu à la classe ouvrière révolutionnaire. La désapprobation par *let Parait* de la grève pour une amélioration du ravitaillement dans Eindhoven libéré, conforta l'opinion du CRI.

Les propositions de *let Pariai* pour des réformes sociales après-guerre furent discutées plusieurs fois. *let Parait* se demandait si sa vision de l'avenir ne semblait pas un conte de fées et la réponse du CRI ne laissait aucun doute sur ce point :

« Non, c'est un conte de fées, raconté le soir par la Mère l'Oie, pour que les travailleurs dorment tranquilles, pendant qu'il fait du bruit sur le maintien du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production et du travail salarié ».

Plus généralement, le CRI relevait à la fin de la guerre que fleurissaient les variétés de socialisme anti-marxiste. Un bulletin d'information de *let Pa-raol* le critiquait en ces termes :

« Ils voient en nous et nous dénoncent. Ils révèlent qu'après la guerre nous voulons lâcher l'armée sur les ouvriers hollandais et appliquer ainsi les méthodes des SA et des SS [...]. Voilà où nous en sommes, tout nus et dénoncés. De la Résistance contre l'Allemand et ses complices, il n'est guère question dans De Rode October. Ces gens négatifs sont trop occupés à dénoncer ».

Le CRI reproduisit ce passage dans une circulaire interne. C'est typique de sa position sur la clandestinité et la conception qu'il en avait. Il ne semble pas nécessaire d'indiquer que le CRI n'était affilié à aucun des liens coopératifs de la clandestinité. Il y eut une rencontre entre Piet van't Hart et Henk van Randwijk de *Vrij Nederland* mais on ne sait rien de sa date et de son contenu. En tout cas, le CRI n'a jamais publié un article sur la possibilité d'adhérer aux liens coopératifs de la clandestinité.

Conclusions

Il pourrait apparaître de la première partie de cet article, sur la naissance du CRI, qu'après l'exécution des dirigeants du Front-MLL, la continuité du mouvement socialiste révolutionnaire aux Pays-Bas ne tenait qu'à un fil. C'est au prix de gros efforts que le CRI a réussi à construire une organisation nationale avec des publications illégales régulières. Pendant toute la guerre, le CRI s'est tenu au défaitisme révolutionnaire, la politique anti-guerre qui avait été développée pendant la Première Guerre mondiale. Depuis la guerre, il est clair que les espérances révolutionnaires enthousiastes du CRI ne se sont guère matérialisées. Cet excès d'optimisme par rapport à une renaissance révolutionnaire du mouvement ouvrier européen était indissolublement lié à une sous-estimation des possibilités économiques et politiques du capitalisme. De Long conclut sur les Pays-Bas :

« Une lutte se développa contre l'occupant allemand et son système de coercition, mais pas contre l'ordre social néerlandais [...] Ce qui dominait, c'était le désir de libération autant, pensons-nous, que de réformes limitées, mais pas de révolution ».

Il n'est pourtant pas suffisant d'en rester à ce sombre diagnostic. Il y a en premier lieu la question de notre perspective historique. On peut trouver la peur d'un développement révolutionnaire dans d'innombrables pages de l'œuvre de De Long. Le haut fonctionnaire Hirschfeld, secrétaire général du

département du commerce et de l'industrie, est resté à son poste pendant toute l'occupation afin de prévenir chaos social et troubles. Le droitier-autoritaire Ordedienst OR (Service de l'Ordre) a été avant tout créé pour empêcher les troubles sociaux après la libération. Les trois grandes fédérations syndicales d'avant-guerre ont décidé de coopérer étroitement avec les employeurs de crainte du succès du mouvement syndical unitaire, plus avancé. Drces, un dirigeant social-démocrate, était partisan d'un parti populaire large parce que, à travers cela, le CPN aurait accès aux travailleurs social-démocrates. Des conceptions autoritaires de l'ordre politique, qui existaient sur une grande échelle, étaient en partie, selon De Long, le résultat de la peur de la révolution. Sur le gouvernement de Londres, il écrivait :

« Il est vrai qu'on trouve rarement dans les documents de Londres cités un fil de la répétition du novembre 1918, la source de cette répétition ne pouvait guère être les social-démocrates qui, au cours de la période d'entre les deux guerres, s'étaient intégrés dans la société néerlandaise plus nettement que jamais, mais il y avait une peur des communistes et autres extrémistes de gauche, beaucoup plus agressifs. Le manque de preuve montre-t-il que ce fil n'existait pas. Au contraire : je crois qu'il était tellement évident qu'il n'était pas nécessaire de le rappeler souvent ».

Ainsi, ce n'étaient pas seulement les « *extrémistes de gauche* » du CRI qui comptaient sur la possibilité d'une révolution. Il faut souligner en second lieu qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il existait la possibilité d'une renaissance révolutionnaire partielle, comme il apparaît du grand soulèvement dans la lutte pour la libération coloniale, les révolutions en Chine et en Yougoslavie, la guerre civile en Grèce et les dures luttes des travailleurs dans nombre de pays européens. Il est important de mentionner ces développements-là, car le CRI utilisait un cadre d'analyse international et pas national.

Ces commentaires marginaux ne changent pas le fait que la domination capitaliste dans les pays occidentaux les plus importants n'a pas été réellement en danger après la Deuxième Guerre mondiale. Une différence importante en comparaison de la situation après la Première Guerre mondiale est que la montée de la lutte anticapitaliste ne conduit pas à une augmentation de l'influence des tendances socialistes révolutionnaires. Les groupes révolutionnaires ne comprenaient pas suffisamment ce qu'étaient les conséquences à long terme de la série des défaites du mouvement ouvrier dans les années trente. Avec la destruction d'une grande partie des cadres du mouvement ouvrier par le fascisme, le stalinisme et la guerre, l'influence des tendances socialistes révolutionnaires disparut également.

Internationalisme

Le fait que toute une série des espérances du CRI ne se soient pas réalisées ne signifie pas pour autant que sa politique manquait totalement de réalisme. Quatre aspects centraux de cette politique résultent de son appréciation de la Deuxième Guerre mondiale et ils étaient relativement indépendants de l'excès d'optimisme. En premier lieu, le CRI soulignait qu'après leur victoire, les Alliés essaieraient d'empêcher le développement d'une lutte ouvrière indépendante. C'est aussi pourquoi le CRI accorda tant d'attention à l'Italie où les Alliés et le parti communiste essayaient d'éliminer la résistance radicale des travailleurs. En deuxième lieu, le CRI formulait avec une grande clarté le fait que la reconstruction d'après-guerre sous des rapports capitalistes ne pouvait se faire qu'aux dépens de la classe ouvrière. En troisième lieu, le CRI refusait de capituler devant le nationalisme antiallemand et la théorie de la responsabilité collective du peuple allemand pour le fascisme. Avec un internationalisme indestructible, il considérait les ouvriers allemands comme des alliés et les premières victimes du nazisme. En quatrième lieu, le CRI voyait dans les promesses gouvernementales

d'indépendance de l'Indonésie la préparation idéologique d'une guerre coloniale ; selon le CRI, c'était indissolublement lié à la libération militaire des Pays-Bas par les Alliés. Le CRI fut la seule organisation qui maintint le mot d'ordre « *Libérez l'Indonésie de la Hollande. Maintenant !* ». Ce sont des points fondamentaux. D'autres groupes de gauche illégaux qui ont commencé à séparer la lutte pour le socialisme de la lutte contre le nazisme et l'occupation, comme le CPN et *De Vonk*, ont payé très cher pour leurs erreurs sur un ou plusieurs de ces points (27).

Le CRI n'a pas suffisamment approfondi les différences avec la situation dans la Première Guerre mondiale. L'approfondissement d'une stratégie révolutionnaire que Trotsky défendait dans ses dernières notes ne fut de toute évidence pas réalisé. Le résultat de l'occupation allemande d'une grande partie de l'Europe fut l'existence d'une double oppression nationale et sociale. C'est précisément cette combinaison qui se révéla tout à fait explosive en Yougoslavie et en Grèce et dans une moindre mesure en France et en Belgique. Le CRI reconnut l'existence d'une oppression nationale mais n'en tira guère de conséquences politiques.

Dans la discussion avec Romijn, juste après la grève d'avril-mai, le CRI écrivait :

« Les ouvriers et paysans néerlandais sont obligés par l'impérialisme allemand de lutter pour vivre. La dernière grève, comme celle de février 1941 ; a prouvé la volonté de lutte et la puissance des ouvriers et paysans néerlandais a grandi. Avec de grandes masses, c'est-à-dire souvent en combinaison avec le sentiment national, mais cela n'altère pas le fait que, du fait de la défaite de notre propre bourgeoisie, les Pays-Bas traversent une commotion jusque là inconnue ».

Le CRI pensait que, du fait de cette « *commotion* », les ouvriers néerlandais seraient « *plus que jamais sensibles* » à la propagande révolutionnaire.

Ou bien le CRI sous-estimait les effets de l'occupation sur la conscience des ouvriers, ou bien il surestimait leur « *sensibilité* » à la propagande révolutionnaire. J'ai mentionné plus haut la distance entre la résistance ouvrière et la conscience socialiste. Sa croissance peut être illustrée par une comparaison entre les trois grands mouvements de grève dans les Pays-Bas occupés. La grève de février 1941, unique en son genre dans l'Europe occupée, était une grève de solidarité contre l'antisémitisme, portée dans une large mesure par les cadres des partis de gauche d'avant-guerre, en premier lieu le CPN. La grève d'avril-mai fut une grève spontanée qui devint générale. Les groupements politiques n'y jouèrent pas un rôle important et elle était dirigée contre une mesure oppressive concrète qui frappait personnellement nombre des personnes concernées. La grève des chemins de fer fut appelée par le gouvernement et soutenue par l'administration, et elle signifiait le soutien de l'offensive militaire des Alliés. Un objectif avoué de cette administration était, de cette façon, de contrer les tendances de gauche dans le personnel. Les trois grèves étaient des grèves éminemment politiques, toutes en cinq ans. On peut dire que c'était absolument unique dans toute l'histoire du mouvement ouvrier néerlandais. Mais l'élément consciemment socialiste dans les grèves ne devint pas plus important et déclina plutôt. A maintes reprises, le CRI souligna que, du fait de l'occupation, les jeunes ouvriers se radicalisaient. Ainsi il écrivait en février 1943:

« On ne manque ni de courage ni de force. Les prisons sont pleines de ces camarades. Souvent, hélas, ils sont dans des organisations nationalistes. Le nationalisme se révèle souvent une force importante car la répression nationale met en mouvement des peuples entiers. Il nous faut enseigner aux jeunes ouvriers à comprendre comment on pourrait utiliser le peuple allemand et transformer leur haine antiallemande et anti-national socialisme en haine anticapitaliste ».

Mais comment le CRI essayait-il de le faire ? Il fit une incessante propagande révolutionnaire. On est tout de même obligé de se demander si le ton véhément sur lequel il formulait sa politique vis-à-vis

des autres groupes de résistance de gauche pouvait attirer ces « *jeunes travailleurs* » au socialisme révolutionnaire. Le CRI semblait partir de l'idée que ses arguments allaient de soi.

Et nous en arrivons au fait que le CRI ne fit pratiquement aucune proposition qui pouvait promouvoir la résistance contre l'occupation. Les exemples mentionnés ont été son attitude négative à l'égard de la formation de comités ou noyaux sur le lieu de travail, le fait de n'avoir pas développé l'idée de la résistance ouvrière sous la forme du « *ralentissement* » et l'attitude à l'égard de la déportation d'ouvriers en Allemagne. Du fait de sa dimension réduite, le CRI avait sans doute peu de possibilités de jouer un rôle important dans semblables formes de résistance, mais cela ne signifie pas qu'ils n'auraient pas dû faire de telles propositions dans leurs publications (28). Ce n'était pas non plus un mot d'ordre évident que celui de « *retrait immédiat des troupes allemandes* » lancé par le CRI. Bref, le CRI n'a guère répondu à la question de savoir quels moyens d'action et quelles formes d'organisation les travailleurs pouvaient utiliser sous l'occupation.

Erreurs

Il faudrait pourtant souligner que ce n'était pas la conséquence logique du point de départ global du CRI. Des fractions de la IVe Internationale dans l'Europe occupée essayèrent d'éviter ces erreurs et préconisèrent les formes de résistance mentionnées (29).

Il serait juste de reconnaître ces aspects négatifs du CRI. Selon moi, l'isolement du CRI joua en cela un grand rôle. Du fait des rapports politiques dans les Pays-Bas occupés, les points de départ socialistes révolutionnaires de principe du CRI rendaient inévitable un certain isolement politique. Dans la discussion sur la grève des chemins de fer, Piet van't Hart souligna à juste titre qu'un tel isolement comporte toujours le danger de sectarisme. Dans le cas de groupes révolutionnaires pendant la Deuxième Guerre mondiale, ce danger était extraordinairement grand, précisément parce qu'ils s'en tenaient aux traditions de la Première Guerre mondiale. Pour le CRI, les activités et conceptions des bolcheviks russes et de Liebknecht et Luxemburg avaient une valeur absolue et presque supra-historique. Et ces grands révolutionnaires aussi avaient été au début de la Première Guerre mondiale une minorité négligeable et avaient polémique entre eux sur les points et les titres ; et pourtant, à la fin de la Première Guerre mondiale, leur heure était venue. Le CRI pensait que ce scénario se répèterait à la fin de l'occupation et cette conception a pu être renforcée dans son isolement, car l'isolement faisait partie de sa perspective et ne pouvait être considéré comme un problème.

Il est évidemment facile de faire ces remarques après coup. L'exécution des dirigeants du Front-MLL fut un coup terrible pour les socialistes révolutionnaires néerlandais. Les jeunes qui constituaient le CRI devaient partir du commencement et ils construisirent, au péril de leur vie, une organisation petite, mais soudée qui essaya de combiner l'antifascisme et la lutte pour le socialisme. Sous l'occupation, comme après la libération, le CRI était l'organisation à gauche du CPN qui faisait la critique la plus cohérente de la politique modérée de ce parti. Mais pas plus que ses organisations-sœurs à l'étranger, le CRI ne put effectuer une percée après la guerre. La guerre était finie, mais les trotskystes demeuraient des généraux sans troupes.

Notes :

(1)de Long est l'auteur d'une monumentale histoire des Pays-Bas pendant la Deuxième Guerre mondiale, ouvrage de référence incontournable.

(2)Le Front-MLL avait entre 400 et 600 membres.

(3)Voir W. Bot, *Tegen fascisme, kapitalisme en oerlog let Marx-Lenin-Luxemburg Front*, Juli 1940 - april 1942 - 1983, Amsterdam, et F. Tichelman. *Nenk Sneevliet*, 1988, La Brèche, pp 111121.

(4)Voir la traduction en F. Tichelman, *Henk Sneevliet*, p. 147-149, La Brèche.

(5)Piet van't Hart (1910-1975), militant socialiste, à l'OSP en 1932, avait rejoint le RSAP et combattu en Espagne ; il avait été membre de l'Opposition trotskyste dans le RSAP puis du GBL ; il avait rejoint le Front, et devait abandonner toute activité politique en 1946 ; il est sous le nom de M.Perthus l'auteur d'une biographie de Sneevliet.

(6)Après la guerre, plusieurs organisations créèrent une commission d'enquête sur le rôle de Poppe dans l'arrestation de Sneevliet : elles conclurent à l'unanimité que Poppe n'avait rien à se reprocher.

(7)Quand Santen rejoignit-en 1942, van't Hart, Il était juif, donc menacé, gendre de Sneevliet et toute sa famille était sous les verrous, ainsi que sa belle-famille. Né en 1915, venu au RSAP par l'OSP, il avait dirigé ses jeunesses et a rejoint le GBL après son expulsion du RSAP en 1935.

(8). Le 1er décembre, les effectifs étaient : Amsterdam, 16 ; Rotterdam, 20 ; La Haye, 15 ; Delft 11 ; Eindhoven, 4; Groningue 13, Maastricht et Emmen 1 chacune.

(9). Barend Luteraan (1878-1970), social-démocrate avant 1914, communiste « *de gauche* » avec Gorter en 1921, avait rejoint le RSAP puis le GBL avant la guerre.

(10)Le parti antirévolutionnaire hollandais s'opposait aux principes de la Révolution française.

(11)On appela *razzias* les rafles dans les rues d'hommes pour le travail en Allemagne.

12. Drenth et Combink étaient également intéressés par les travaux de Reich.

(13). Pieter S.Gerbrandy (1885-1961) présidait le gouvernement royal en exil à Londres.

(14)Le vendredi fou est le jour de l'échec de l'offensive britannique à Arnhem.

(15)Rappelons qu'Orange est le nom de la dynastie qui règne aux Pays-Bas.

(16). Le CRI n'avait pas de programme d'action : Barend Luteraan en proposa un, mais l'affaire n'eut pas de suite.

(17). Le CRM s'exprima dans ce sens lors de l'attentat contre le bourreau Rauster.

(18). Drenth pense que les étudiants n'étaient pas dans la sphère d'intérêt du CRI.

(19)Dans la troisième année de l'occupation, il y eut 160 000 départs d'ouvriers en Allemagne, dans la quatrième, après la grève, 107 000 seulement; de ce 107 000, 93 000 étaient partis dans la première moitié de l'année, seulement 14 000 dans la deuxième; en fait c'était la fin du travail obligatoire.

(20)De Waarheid écrivait le 10 mai 1942 qu'il n'y avait pas « *plus grand crime contre la patrie que de travailler dans les usines de guerre allemandes* ».

(21). Selon De Long, le gouvernement de Londres ne savait rien de la grève ; quand il demanda assistance le 2 mai, Churchill répondit que c'était hors de question.

22. Artur von Seyssinquant (1892-1946), chef des nazis autrichiens, ancien vice-commissaire avait été nommé haut-commissaire aux Pays-Bas par Hitler en 1940. Il fut pendu.

(23). C'est en décembre 1945 que le CRI devint le Revolutionnair Communistische Partij (RCP).

(24) Pour le point de vue de la IVe Internationale, voir *Les Congrès de la IVe Internationale 1940-1946* et les additifs des *Cahiers Léon Trotsky* N° 23, 1985, pp. 87-116. La base de cette convergence résidait dans les positions exprimées par Trotsky dans les années 30.

(25) A partir de l'été 1942, Spartacus publie un bulletin au duplicateur qui devient mensuel en décembre 1944. Il avait alors un tirage de 500. A partir d'octobre 1944, ils avaient aussi un bulletin d'information hebdomadaire avec une circulation de 5000. Spartacus était surtout actif à l'Ouest et à l'Est du pays. Dans son entrevue avec Vereeken, Poppe assura que Spartacus avait de l'activité dans 14 villes mais n'en informait pas ses membres. Le bulletin mensuel de Spartacus était caractérisé par un haut niveau d'abstraction que les publications du CRI sur les problèmes politiques d'actualité n'atteignaient pas.

(26). Voir texte anglais dans *Revolutionary History*, vol. I, n° 4, 1988.

(27) Voir texte anglais, *ibidem*.

(28). Voir texte anglais, *ibidem*.

(29) Voir texte anglais, *ibidem*.